

le prolétaire

M2414-408-5F

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

OCT.-NOV.
1990

5 FF / 30 FB
3 FS / 3000 LI

N° 408

LA RENTE PETROLIERE AU MOYEN-ORIENT, OBJET DE TOUTES LES CONVOITISES

Pour comprendre les événements en cours dans le Golfe Persique, pour ne pas être pris au piège des propagandes bourgeoises déversées de part et d'autre, il est nécessaire de se référer à l'histoire tourmentée de cette région qui est depuis des décennies pour son malheur une zone d'affrontements d'intérêts impérialistes rivaux.

Sans remonter à la fin du dix-huitième siècle, où le petit Emirat du Koweït qui venait d'être constitué par un clan d'anciens pillards de caravanes chassés de la région de Bassorah (l'actuel émir chassé par les irakiens est un digne représentant de cette lignée) ne dut sa survie qu'à l'intervention militaire de la Compagnie Britannique des Indes Orientales contre les tribus de pirates, l'impérialisme anglais a profondément marqué de son action cette région et il porte la plus grande responsabilité dans le tracé des frontières qui bornent des Etats actuels.

Dès la fin du dix-neuvième siècle, les britanniques, engagés comme leurs rivaux impérialistes dans le démembrement du vieil empire Ottoman à bout de souffle, cherchent à assurer leur domination sur le Golfe. En novembre 1898, Lord Curzon, vice-Roi des Indes, déclarait: "Dans le Golfe, notre position est prépondérante. Sur la plan commercial, la lutte est déjà engagée; et les intérêts commerciaux sont les précurseurs des interventions politiques (souligné par nous-NdlR) (...). Un chemin de fer russe se terminant au Koweït sera nuisible aux intérêts britanniques au plus haut degré. Un chemin de fer allemand, ayant pour terminus le Koweït, ne sera pas le bienvenu. Je crois, en concluant, que nous avons encore le temps de prévenir un tel danger. La première étape que je recommande est l'extension, à un moment opportun, du protectorat britannique sur le Koweït (...). Par dessus tout, il importe que le golfe Persique ne devienne une arène de la rivalité internationale"(1). Autrement dit, c'était déjà au nom de la paix qu'il fallait empêcher les concurrents de venir dans le golfe: depuis cette époque la propagande bourgeoise n'a fait que croître en hypocrisie, en cachant soigneusement le facteur déterminant des "intérêts commerciaux".

Quelques années plus tard, l'empire Ottoman affaibli reconnut ce protectorat sur le Koweït; mais la lutte décisive entre l'Allemagne, l'Angleterre, la France et autres pour les dépouilles de l'empire fut la guerre de 1914-18.

Le partage impérialiste qui devait résulter de la victoire militaire fut l'objet d'après marchandages principalement entre la France et la Grande-Bretagne. En 1916 furent signés les fameux accords "Sykes-Picot"; la France obtenait une région recouvrant les territoires actuels du Liban, de la Syrie et du nord de l'Irak (région de Mossoul), le Royaume Uni tout le sud de cette région qui se raccordait à ses possessions égyptiennes (Arabie, Palestine, Mésopotamie). Cependant la fin de la guerre avec l'effondrement de l'empire russe, rendit ces accords caducs. Les milieux pétroliers anglais firent pression pour mettre la main sur les champs pétrolifères de Mossoul tout en poussant à l'intervention pour s'emparer du pétrole caucasien de Bakou: "la rétention des régions pétrolifères en Mésopotamie et en Perse, avec la frontière stratégique nécessaire à leur protection doit apparaître comme un objectif de guerre de premier ordre"; car "le pétrole occupera dans la prochaine guerre la place que le charbon possède dans celle-ci" affirmait en 1918 un responsable gouvernemental anglais (2).

(Suite en page 4)

DANS LE GOLFE: L'IMPERIALISME DEFEND SON ORDRE MONDIAL

Depuis le mois d'août, parce qu'un dictateur fou et sanguinaire s'est jeté sur le petit Koweït - Etat "semi-démocratique" comme le classent les spécialistes bourgeois - au mépris des valeurs les plus sacrées de l'Occident qui sont le Droit, la Justice et le respect des frontières issues de la décolonisation, le monde serait passé de la perspective idyllique de jouir des "dividendes de la paix" et de connaître un surcroît d'expansion économique grâce à la libération des marchés européens, à la sombre réalité d'une nouvelle guerre dans le Golfe Persique et d'une hausse des prix du pétrole jetant l'économie internationale dans la récession.

C'est cette imagerie d'Epinal que les innombrables relais de la bourgeoisie s'emploient avec succès à diffuser au sein des masses pour susciter leur adhésion - garantie par sondages - à l'intervention impérialiste, aux préparatifs de guerre, à l'union nationale "au dessus des clivages sociaux et politiques" et aux sacrifices pour l'économie du pays.

LE CAPITALISME EST SYNONIME DE GUERRES, DE CRISES ET DE CATASTROPHES

A en croire les bourgeois et leurs serviteurs, toutes les tensions, tous les affrontements qui déchiraient jusqu'ici la planète étaient les conséquences de l'antagonisme "Est-Ouest", l'affrontement entre le "bloc communiste" et le "monde libre". La victoire finale de ce dernier aurait donc du faire disparaître les foyers de tension et ouvrir une ère de paix générale. Les événements du Golfe démentent cette idéologie mensongère et font la démonstration que le capitalisme ne peut vivre sans affrontements et sans guerres. La déliquescen-

ce du bloc soviétique et la fin de l'antagonisme Est-Ouest, loin de faire disparaître ou d'affaiblir les causes d'affrontement, en font surgir de nouvelles, autrefois refoulées sous la domination soviétique, et risquent de raviver des conflits auparavant sous contrôle.

De même que le capital ne peut exister que sous la forme d'innombrables capitaux en action et réaction les uns sur les autres, de même le monde bourgeois ne peut exister que divisé en concentrations de capitaux, en Etats, en blocs d'Etats, en perpétuelle rivalité les uns contre les autres, continuellement en train de lutter pour des parts de marché, des accès assurés à des sources de matière première, des "zones d'influence". Dans les périodes d'expansion économique, cette rivalité peut rester plus ou moins feutrée, car il y place pour tous; ce sont les époques dites de "développement pacifique" parce que les guerres restent "locales" et localisées loin des centres impérialistes; la lutte entre les classes elle-même perd de son acuité dans les Etats les plus riches parce que la bourgeoisie peut s'y payer le luxe d'accorder des miettes au prolétariat et le détourner grâce aux réseaux réformistes de la lutte révolutionnaire.

Mais sous le capitalisme les périodes d'expansion débouchent nécessairement sur des périodes de crise économique. Alors les marchés se rétrécissent, les marchandises n'arrivent plus à s'écouler, la guerre économique devient plus âpre, les entreprises les plus faibles font faillite. Sur le plan des relations inter-Etatiques, c'est le moment où les frictions deviennent plus aiguës, où les anciens équilibres et les anciennes alliances se défont, où acquiescent de la vigueur toutes les forces qui aspirent

à se libérer des anciennes tutelles pour aller vers un nouveau partage impérialiste du monde. C'est précisément dans une telle période que nous nous trouvons aujourd'hui.

La désintégration du bloc soviétique, les remue-ménages politiques qui le traversent, la faillite économique qui le frappe ne sont pas la conséquence de l'échec d'un prétendu "système communiste" qui aurait été en lutte contre le système capitaliste; elles sont le résultat de la crise du système capitaliste, qui au bout de quelques années a ruiné les Etats les plus faibles et qui provoque les mêmes ravages à Moscou qu'à Sao Paulo, à Varsovie qu'à Buenos Aires. Mais si l'économie soviétique a un niveau de développement comparable à celui d'un grand pays d'Amérique Latine, son poids politique, son rôle international, sont bien différents. Deuxième "grand", l'URSS

(Suite en page 5)

DANS CE NUMERO

- A bas l'intervention impérialiste
- Troupes françaises hors du Rwanda
- PCF: social-impérialiste
- Vaulx-en-Velin: le vernis de la cité modèle part en fumée
- Correspondance: Après la mutinerie de Loos
- Physionomie du Koweït
- Lausanne: Flics, gauche et ordre bourgeois
- Parti et révolution dans la doctrine marxiste
- Nouvelles des luttes ouvrières dans le monde
- Seule la lutte et l'unité de classe feront reculer le travail de nuit

AFRIQUE DU SUD ALTERNANCE DU DIALOGUE ET DE LA REPRESSION CONTRE LES LUTTES PROLETARIENNES

Depuis quelques mois, la situation politique et sociale évolue à vitesse accélérée. Elle marque à la fois l'aboutissement d'une certaine phase de la politique bourgeoise, où l'Etat a posé les bases pour un règlement négocié de l'apartheid (reconnaissance de l'ANC, libération de Mandela) et le début d'une nouvelle, où les organisations bourgeoises démocratiques, soit-

disant représentantes des intérêts généraux du "peuple noir", devront s'intégrer dans le jeu démocratique naissant et surtout faire la preuve de leur capacité de maintenir la lutte du prolétariat noir dans les limites exclusives permises par le capitalisme et l'ordre bourgeois.

Ce qui vient de marquer récemment le plus tragiquement le sort du prolétariat noir, est évidemment les affrontements meurtriers entre habitants des townships et les groupes de partisans de l'Inkatha. Ces affrontements ne sont pas spontanés, pas plus qu'ils ne sont, comme aiment à le faire croire les "observateurs" bourgeois, une résurgence de conflits tribaux ancestraux. Leur cause n'est pas la lutte pour l'appropriation de territoires de chasse ou de pâturages! Elle est directement liée, aux conditions spécifiques du développement capitaliste en Afrique du Sud et des clivages et divisions qu'il a sciement introduit dans la population noire et dans ses différentes classes sociales, en faisant en sorte toutefois que ces clivages suivent des lignes de démarcation d'ordre ethnique, pour les rendre encore plus profonds.

Peu importe même de savoir dans le détail des faits qui exactement en est à l'origine. L'Inkatha, trop marginalisée dans les négociations avec le gouvernement blanc, la police agissant pour le compte de ce même gouvernement menant

le double jeu de la carotte et du bâton, l'extrême-droite afrikaaner furieuse devant la décrépitude de ses valeurs racistes et le danger réel de perdre les privilèges accordés aux couches petite-bourgeoises et ouvrières blanches: tous ont participé, à leur niveau et dans leur rôle spécifique, aux massacres de ces derniers mois. Ce qui est important, c'est qu'ils surviennent à un moment crucial pour la classe ouvrière en Afrique du Sud, celui où, toutes couleurs confondues, la bourgeoisie tente de mettre un terme aux luttes du prolétariat noir.

Depuis plus de 15 ans maintenant, la classe ouvrière noire n'a jamais cessé de renforcer sa lutte contre les conditions de vie discriminatoires que lui ont infligé un capitalisme féroce, qui a fait du racisme le fondement même de son développement. Malgré la répression aveugle de la police, de l'armée et des groupes de vigiles patronaux, les luttes ouvrières contre l'exploitation négrière du capitalisme blanc, n'ont fait que s'amplifier et pousser l'Etat sud-africain dans ses ultimes retranchements.

De 101 en 1979, le nombre de grèves est passé à 793 en 1986; et en 1989, il y a eu 3 millions de journées de grève, soit deux fois plus qu'en 1987. Quant à cette année, il y a eu pour le seul premier trimestre autant de grève que dans toute l'année 1989.

Le silence de toutes les démocraties sur la puissance de ces luttes est indicatif de l'inquiétude qui règne dans les rangs bourgeois, de Pretoria à toutes les capitales du monde des "droits de l'homme". La constante croissance des luttes prolétariennes marque l'incapacité de l'Etat-négrier d'en venir à bout par la seule force des armes.

A cette poussée des luttes ouvrières dans les entreprises, touchant tous les secteurs d'activité (mines, manufactures, bâtiments) ou dans les services (transports, hôpitaux, etc), s'ajoute la radicalisation des luttes dans les townships. Cette radicalisation, les organisations traditionnelles anti-apartheid n'ont pas pu l'endiguer ni la contrôler comme elles l'auraient voulu.

(Suite en page 5)

A BAS L'INTERVENTION IMPERIALISTE !

Des milliers de soldats, des navires de guerre, des avions, des blindés, etc.; le déploiement militaire français en Arabie Séoudite et dans le Golfe n'est peut-être en rien comparable à celui américain (200 000 hommes de troupes, des centaines d'avions, etc.) qui est du même ordre que lors de la guerre du Viet Nam, il n'en n'est pas moins sans précédent depuis la guerre d'Algérie. Il s'accompagne d'une campagne d'opinion pour obtenir le soutien de la population en faveur d'une expédition militaire censée être déclenchée dans le seul but désintéressé de faire "respecter le Droit".

Lorsqu'il y a quelques mois à peine il massacrait les Kurdes, Saddam Hussein restait un "dirigeant courageux et aimé", à la "pensée claire et intéressante" (Chevénement dicit); mais depuis qu'il s'est emparé du pétrole koweïtien, il est devenu, en France comme aux Etats-Unis, un "nouvel Hitler".

Cette réaction apparaît en contradiction avec une vieille orientation de l'impérialisme français en direction de l'Irak. Après le coup d'Etat "radical" de 1968 et surtout après la nationalisation de l'Irak Petroleum Company et la signature du traité d'amitié avec l'URSS, les relations entre Bagdad et le Royaume Uni, patron traditionnel de la région, ainsi que les relations avec les Etats-Unis, inspirateurs du coup d'Etat Baassiste de 1963, se réduisent à presque rien. La France gaulliste, puis post-Gaulliste, engagée dans une "politique arabe" démarquée d'Israël et des américains, entreprend alors de profiter du vide laissé par les anglo-saxons en Irak, comme elle essaiera avec moins de succès de le faire en Libye. Les relations économiques s'amplifient au long des années; "Le Monde" a perfidement rappelé que "par charters, des dizaines d'intellectuels et d'hommes politiques français revenaient de Bagdad plus irakophiles que les Irakiens. Avions, séjour, tout était offert. On repartait avec un tapis, une pièce d'artisanat" (23/8/90); c'est là la petite histoire, que l'influent quotidien, engagé à fond dans sa mission de mobilisation anti-Irakienne (au point de faire des sévères remontrances aux journalistes qui interviewaient Hussein), dénonce avec 10 ans de retard. Plus important étaient les contrats pétroliers, les grands chantiers, les commandes qu'allait chercher le capitalisme français; et comme l'armement est le secteur où il est le plus compétitif, ces commandes étaient en grande partie des commandes militaires. Le "Monde Diplomatique" de septembre écrit que de 1970 à 1989 l'industrie française a engrangé plus de 20 milliards de dollars de commandes d'armement de l'Irak (d'autres sources parlent de 16 milliards), ce qui en fait son principal fournisseur occidental d'armes, derrière l'URSS.

La guerre contre l'Iran n'a en effet pas freiné les marchands d'armes français. Et le nouveau gouvernement PS-PCF accentue alors l'engagement français, en affirmant qu'il ne laissera pas l'Irak être vaincu dans cette guerre. Cet engagement ira même jusqu'à la participation d'aviateurs français à certaines opérations militaires pour entraîner les pilotes irakiens à l'utilisation de leurs missiles "Exocet", au "prêt" d'avions par l'armée française, les délais de fabrication d'appareils neufs étant trop longs.

Pourtant à partir de 1986, on commence à s'inquiéter dans certains milieux bourgeois de cet engagement trop prononcé en faveur de l'Irak, alors qu'il apparaît que l'Iran, destiné à être le pays le plus important de la région, fait des ouvertures aux pays occidentaux et à même des contacts avec le "Grand Satan" américain; la presse économique est remplie à l'époque de lamentations sur les succès commerciaux remportés en Iran par des pays comme l'Allemagne ou le Japon qui réussissent à vendre aux deux belligérants (ce que la France n'a réussi à faire que pour les obus de la société Luçhaire). Un rapprochement s'esquisse donc en direction de l'Iran, mais il sera bloqué par la "guerre des ambassades" (affaire Gordji). Au même moment la France refuse d'affréter sous son pavillon des pétroliers koweïtiens, ce que font les USA, l'URSS et la Grande Bretagne pour montrer à l'Iran qu'il ne faut pas s'en prendre au Koweït.

Mais l'armée française participe cependant à fond au déploiement de navires de combat dans le Golfe réalisé par tous les charognards impérialistes irrésistiblement attirés par l'imminent règlement du conflit. Les circonstances étaient alors différentes de celles d'aujourd'hui (c'était l'Irak qui poussait à la venue de forces militaires étrangères), les rapports entre l'URSS et les USA n'étaient pas les mêmes, mais il y avait déjà accord unanime à l'ONU et mobilisation militaire de "toute la communauté internationale" (comprendre: les plus grandes puissances impérialistes). Ce fait est une démonstration supplémentaire de l'importance fondamentale de cette région pour le capitalisme mondial et pour cette raison même, de son perpétuel déchirement entre intérêts rivaux; sous l'unité apparente d'objectif, chaque impé-

rialisme essaye, suivant ses forces, soit d'imposer ses vues, soit d'être au moins présent dans une région qui renferme le tiers des réserves mondiales de pétrole.

A la fin de la guerre le partenaire commercial privilégié qu'était devenu l'Irak est exsangue et ruiné. La part française de son marché intérieur est réduite: à peine 6,3% des importations irakiennes, contre 19,2% pour les Etats-Unis, 12,7% pour le Brésil, 11,7% pour la Turquie, 9,1% pour le Japon, etc. (chiffres pour 1989). Les achats de pétrole irakien deviennent peu importantes. Des nouvelles commandes irakiennes d'armement sont bloquées au début de cette année par les services officiels en raison de l'accumulation d'impayés par Bagdad. La dette de l'Irak envers la France serait de 25 milliards de francs, soit 4,5 milliards de dollars sur une dette totale de 70 milliards de dollars ("L'Expansion" du 20 septembre estime qu'à ces 25 milliards officiellement comptabilisés, il faudrait ajouter encore près de 15 milliards de dettes supplémentaires de cet Etat qui cherche à "contrôler notre système sanguin"). Le général Audran, était surnommé "M. Irak") a perdu sa puissance: aujourd'hui Le Pen est le seul politicien à plaider ses thèses. Avant que n'éclate la crise du Golfe, le gouvernement français était en train de régler les contentieux subsistant encore avec l'Iran, le plus facile d'entre eux ayant été la libération d'Annis Naccache et les autres hommes de main de Khomeiny le 30 juillet.

Mais la participation des armées françaises à l'étranglement de son ancien ami ne peut pas s'expliquer par un examen des seuls intérêts commerciaux immédiats de la France. Il s'agit bien d'une orientation stratégique, mûrement pesée et étudiée de longue date. Elle est exposée dans des publications spécialisées; dans un n° datant du début du gouvernement de gauche, la revue "Défense Nationale" écrit que pour faire face aux "dangers de l'approvisionnement pétrolier" certains, évidemment aux USA et en URSS, préconisent une alliance entre les deux super-puissances: "M. Arbatov (aujourd'hui un conseiller influent de Gorbatchev-NdIR) remarquait qu'un retour à la guerre froide serait d'autant plus dangereux que le monde devenait multipolaire et qu'un nombre croissant d'acteurs de la vie internationale se comportait de manière incontrôlable ou irresponsable. Il en concluait à la nécessité d'un retour à une détente-condominium des Etats-Unis et de l'Union soviétique"; ce à quoi la revue répliquait: "Les conséquences (...) d'un tel système explicite seraient peut-être plus dommageables aux pays européens et à ceux d'entre eux qui sont les plus dépendants de la zone du Moyen-Orient" (1). Mais un autre article mettait les points sur les i: "Dans des situations qui excèdent manifestement ses seules capacités mais où ses intérêts stratégiques fondamentaux sont en jeu, la France ne peut s'engager qu'aux côtés des Américains. Avoir un outil d'intervention proportionné à sa puissance, autonome et crédible, s'appuyant sur des facilités et des bases qui lui soient propres constitue le seul levier qui pourrait lui permettre de peser sur la décision américaine (...). L'engagement de la force d'intervention française serait tout à fait fondamental dans l'hypothèse où, à la suite d'une brutale montée de tension internationale, les deux grandes puissances s'opprèteraient "de facto" à régler leurs différends en étendant leur emprise sur de nouvelles régions du Tiers Monde grâce à une présence militaire renforcée. En effet, il résulterait nécessairement de telles interventions une redistribution des équilibres politiques dans des zones d'où provient la majeure partie des approvisionnements en ressources primaires des nations occidentales. Appliqué demain au Golfe Persique et peut-être après-demain à certaines régions d'Afrique, un tel partage d'influence, à propos duquel on évoque souvent les accords de Yalta, aurait les conséquences politiques les plus graves si les nations d'Europe, et en particulier la France, devaient en être de nouveau écartées; leur exclusion serait une preuve supplémentaire de leur déclin"(2).

La présence militaire française et autre dans le Golfe s'explique donc par la nécessité d'être présent lorsque les rapports de force sur le terrain décideront de la nouvelle redistribution des cartes. Ce qu'un grand patron d'une société française confirme dans une interview du 27 septembre dernier: "Une page va être tournée dans le Golfe. Après cette tornade les régimes féodaux sont condamnés. Par qui et par quoi seront-ils remplacés? Très clairement, les Etats-Unis sont décidés à prendre les choses en main avec les Britanniques, pour sauvegarder leurs intérêts et, plus encore, les renforcer. Mais ce n'est pas parce qu'ils veulent réinstaller leur hégémonie sur cette partie du monde qu'il faut les laisser faire. D'où la position complexe de la France, qui doit être à leurs côtés, tout en marquant sa différence"(3).

On est bien loin des discours enflammés sur le respect du "Droit"! La réalité sordide des relations internationales, c'est la loi de la jungle, l'affrontement incessant d'intérêts économiques rivaux. "L'époque du capitalisme moderne nous montre qu'il s'établit entre les groupements capitalistes certains rapports basés sur le partage économique du monde et que, parallèlement et conséquemment, il s'établit entre les groupements politiques, entre les Etats, des rapports basés sur le partage territorial du monde, sur la lutte pour les colonies, la lutte "pour les territoires économiques" écrivait Lénine dans son ouvrage sur l'impérialisme. Ces rapports impérialistes basés sur le partage et le repartage du monde sont inhérents au capitalisme même s'ils ne se manifestent par des embrasements guerriers que lors des périodes de crises et de mutations des équilibres. C'est dire que leurs effets catastrophiques ne peuvent être combattus qu'en s'attaquant au capitalisme lui-même. Le pacifisme bourgeois, qui gémit sur les "logiques de guerre", qui en appelle aux "solutions diplomatiques" est donc toujours impuissant à empêcher les guerres ou à limiter les ravages de l'impérialisme. La classe ouvrière ne pourra s'opposer aux interventions militaires et aux guerres qu'en se lançant dans la lutte ouverte de classe, dans la guerre sociale. Il lui faudra rompre avec l'union patriotique entre les classes - donc rompre avec le réformisme et son pacifisme social - pour reprendre le vieux mot d'ordre: notre ennemi est dans notre pays, et c'est la bourgeoisie; il lui faudra s'opposer à chacune des interventions extérieures de l'Etat bourgeois, en démasquant la nature impérialiste derrière la propagande mensongère, pour pouvoir recréer les conditions de l'internationalisme prolétarien; il lui faudra opposer aux alliances impérialistes la centralisation et l'organisation de son parti communiste mondial.

Cette voie n'est pas simple, mais elle pourra être parcourue si dès aujourd'hui des minorités d'avant-garde savent réagir à la situation en revenant aux positions marxistes authentiques et en repoussant tout compromis avec le pacifisme.

La lutte contre la piraterie de "notre" propre bourgeoisie et de "notre" Etat - si démocratique et civilisé qu'il se présente - est un principe fondamental du mouvement communiste et ce, quel que soit "l'ennemi" du moment. Mais cette lutte restera incomplète et inconsistante si elle ne s'accompagne pas d'une dénonciation sans relâche des organisations, syndicats et partis réformistes qui se font, soit les complices ouverts et déclarés de l'impérialisme (CFDT, FO), soit se bornent à une timide semi-critique pacifiste (PCF). Et quant à ceux qui comme à leur habitude courent

après le social-impérialisme pour réaliser une alliance contre la guerre, ils font une tout aussi sale besogne que le "renégat" Kautsky fustigé par Lénine dans l'ouvrage cité plus haut: "Tout en s'élevant contre le renforcement de la réaction politique par l'impérialisme, Kautsky laisse dans l'ombre une question particulièrement brûlante, celle de l'impossibilité de réaliser l'unité avec les opportunistes à l'époque de l'impérialisme. Tout en s'élevant contre les annexions, il donne à ses protestations la forme la plus inoffensive et la plus aisément acceptable pour les opportunistes". Ne dirait-on pas que Lénine a eu sous les yeux l'appel Krivine-Monseigneur Gaillot ?

Il est enfin un autre point qui doit faire partie intégrante de toute dénonciation et de toute lutte contre l'impérialisme: c'est la lutte contre toutes les discriminations, campagnes racistes, exactions policières et crimes racistes qui frappent en permanence les travailleurs immigrés. Le racisme anti-arabe et anti-immigré est l'autre face du chauvinisme et de la collaboration de classes. Les regains d'agressivité militaire de l'Etat bourgeois sont inévitablement suivis de regain de racisme: "les arabes sont plus dangereux à Vaulx-en-Velin qu'en Irak" disaient finement les humoristes de TF1, chîne de télé appartenant à Bouygues dont on sait d'une part qu'il a des faiblesses pour l'Irak en raison des contrats en cours, et d'autre part que le racisme est monnaie courante dans ses entreprises. Le mot des humoristes doit être pris au pied de la lettre: pour la bourgeoisie le seul ennemi irrécyclable est "l'ennemi intérieur", le prolétariat de toute nationalité dont la silhouette a pu un bref instant être devinée, menaçante, à la lueur des flammes.

CONTRE LES INTERVENTIONS IMPERIALISTES, CONTRE L'ORDRE ET LE DROIT INTERNATIONAL, CONTRE L'ONU, VIVE L'UNION INTERNATIONALE DES PROLETAIRES ! VIVE LA REVOLUTION COMMUNISTE MONDIALE !

- (1) "Dangers et défis de l'approvisionnement pétrolier", in "Défense Nationale", Déc. 1981.
- (2) "Crises dans le Tiers Monde et sécurité de la France", ibid. (Souligné par nous). Selon l'ex-Premier Ministre iranien Bani Sadr le gouvernement français avait essayé en 1979, tout de suite après la chute du Shah, de se rapprocher de l'Iran (comme en Irak 10 ans avant); mais le Président Carter avait prévenu les français que s'ils faisaient "un pas vers l'Iran, il (leur) briserait la jambe". cf "Arabes" n°46.
- (3) cf "La Tribune de l'Expansion".

TROUPES FRANCAISES HORS DU RWANDA !

Le 4 octobre le gouvernement français a envoyé des contingents de soldats au Rwanda (en tout 300 hommes), ainsi que les gouvernements belges et zairois (500 hommes chacun). Le prétexte avancé (et réaffirmé par Rocard à la télévision) est la protection des ressortissants français et européens. Des rapatriements de français ont reçu l'importance médiatique traditionnelle, rappelant un peu celles d'otages irakiens. Pourtant il n'a pas été fait état à notre connaissance de menaces ou d'actes contre ces expatriés - du moins avant l'intervention militaire. On peut en déduire deux choses: soit cette protection de ressortissants n'était qu'un camouflage d'une opération militaire, soit les communautés européennes dans les pays africains ont un rôle social tel qu'elles sont haïes des populations au point d'être en grand danger dès qu'existent des troubles sociaux. Les deux déductions sont justifiées et le rapatriement des "coopérants" est un aveu que fait l'impérialisme sur le sens de cette "coopération". Cela signifie aussi que partout où se trouvent des expatriés, l'impérialisme dispose d'un argument formidable pour faire accepter une intervention militaire: on l'a vu hier aux Comores, on le voit aujourd'hui en Irak et au Rwanda. Les prolétaires doivent donc refuser de tomber dans ce système de mobilisations en faveur "d'otages" qui ne sert que notre adversaire de classe: lorsque la bourgeoisie veut nous éliminer sur de malheureux otages ou sur des compatriotes menacés, c'est qu'elle prépare un mauvais coup.

Le prétexte "humanitaire" à l'envoi de troupes au Rwanda ne tient pas, si l'on sait 1) qu'avec les soldats ont été envoyées des armes et des munitions destinées aux troupes gouvernementales et 2) que cet envoi de troupes a été fait sur une demande d'aide militaire du gouvernement rwandais, bien qu'il

n'existe pas d'accord de défense avec le gouvernement français (ni avec le gouvernement belge). Officiellement, si l'on sait que les troupes françaises ont ouvert le feu à leur arrivée, seuls les soldats zairois auraient participé à des actions contre les rebelles, en commettant d'ailleurs de nombreux pillages devant les journalistes. Les exactions à l'encontre des populations par les troupes gouvernementales (arrestations arbitraires, meurtres, viols) ont été tellement nombreuses que le gouvernement belge a été contraint de feindre la "préoccupation" à ce sujet. Le gouvernement français n'a même pas eu à se donner ce mal, personne n'ayant parlé de ces divers forfaits et l'envoi de soldats s'étant déroulé dans la plus parfaite indifférence: la population était déjà totalement anesthésiée par l'effet Irak.

L'intervention impérialiste a semblerait-elle permis au gouvernement de rétablir la situation; les ratisages dans Kigali (la capitale, où se sont déroulés des combats), les arrestations de suspects, la terreur, ont ramené le "calme", tandis que les combats dans le Nord du pays contre des Rwandais réfugiés en Ouganda qui avaient répondu à l'appel des insurgés auraient cessé (2 millions de Rwandais vivent à l'extérieur du pays, qui compte 7,5 millions d'habitants).

Les troupes françaises sont toujours sur place à l'heure où nous écrivons et on ne sait quand elles rentreront.

Il est du devoir internationaliste des militants prolétaires et révolutionnaires de dénoncer cette énième intervention militaire et d'appeler les travailleurs à entrer en lutte contre tous les méfaits de "notre" bourgeoisie et de ses hommes de main sociaux-démocrates.

TROUPES FRANCAISES HORS DU RWANDA! IMPERIALISME FRANCAIS HORS D'AFRIQUE! UNION INTERNATIONALE DES PROLETAIRES!

PCF: SOCIAL-IMPERIALISTE!

Le PCF (avec ses organisations satellites) a réagi à la crise du Golfe à la manière habituelle de ce qu'on pouvait attendre d'un parti ouvrier bourgeois (pour reprendre les termes de Lénine), c'est-à-dire d'un parti attaché à la collaboration avec la bourgeoisie et toutes ses institutions: il a oscillé d'un soutien instinctif aux initiatives militaristes du gouvernement (par exemple lorsqu'il a approuvé sans détours la "ferme réaction" française face au "viol" des locaux diplomatiques à Koweït, "réaction" qui a consisté à envoyer une force militaire terrestre offensive en Arabie Saoudite et qui avait été décidée, sous pression américaine 8 jours avant ce "viol"); et une opposition à cette politique qui n'est jamais allée plus loin que le pacifisme le plus plat, l'appel à une solution négociée ou à une "solution arabe", selon la vieille habitude réformiste qui consiste à appeler la bourgeoisie à la sagesse, à la discussion, aux arbitrages internationaux, etc.

Même la décision du syndicat CGT des marins de Marseille de refuser de convoier les soldats, n'est pas allée au delà de l'opération publicitaire. Dès que le gouvernement a brandi la menace de la réquisition, le syndicat, tout en disant que la réquisition était illégale, a déclaré qu'il était légaliste et a donc appelé à cesser le mouvement... La position centrale du PCF est d'éviter à tout prix une opposition affirmée au gouvernement, parce qu'il entend bien pouvoir négocier le soutien ouvert de ses députés aux textes du gouvernement - ou leur soutien "caché" sous forme d'une non-participation à tel ou tel vote. Mais plus fondamentalement, le réformisme est un social-impérialisme: non seulement il ne peut pas plus s'opposer à l'impérialisme, aux interventions, militaires ou non de la bourgeoisie hors de ses frontières, qu'il ne peut s'opposer réellement à l'ordre bourgeois à l'intérieur de celles-ci. Il se contente de déplorer la brutalité de ces interventions, de défendre l'idée qu'elles pourraient être plus humaines ou mieux correspondre aux "intérêts légitimes des populations", etc. En fait il joue même un rôle indispensable pour l'impérialisme en endormant le prolétariat par ses jérémiades pacifistes, quand ce n'est pas tout simplement en l'intoxiquant de chauvinisme et en attisant les divisions par nationalité en son sein. Comment le PCF pourrait-il combattre l'impérialisme, avec son long passé de chauvinisme, de soutien au colonialisme, d'isolement et de répression envers les travailleurs immigrés ? Lorsqu'il était au gouvernement après la guerre, en même temps qu'il appelait les travailleurs en France à "retrousser les manches", à cesser les grèves ("les grèves sont l'arme des trusts", Thorez), il soutenait les massacres perpétrés par l'armée en Algérie ou à Madagascar contre les populations locales. Lorsqu'il était au pouvoir après 1981 il a approuvé la création de la Force d'Action Rapide, organisée pour les interventions outre-mer, et déployée au jourd'hui en Arabie Saoudite, il a soutenu les interventions au Tchad et la répression des Kanaks, en même temps qu'il couvrait la pression sur les salaires et les attaques anti-ouvrières.

Le refus de toute alliance avec le social-impérialisme, la lutte contre son influence paralysante au sein de la classe ouvrière est le premier point fondamental de toute lutte contre l'impérialisme sur des positions de classe.

Quant à ceux qui se disent révolutionnaires et qui font des appels communs avec le PCF (pour la manif du 20 oct.), fiers de ce "succès politique", ils démontrent une fois de plus qu'ils ne sont que des flancs-gardes des appareils réformistes et ne peuvent que contribuer à égarer les énergies prolétariennes qui tendent à s'en libérer.

SOUSCRIPTION POUR LA PRESSE.

Pour mener notre combat contre le capitalisme, nous devons faire un effort important de propagande et d'agitation. Pour cela nous devons développer et renforcer notre presse, pivot central de notre activité politique. Pour cela, toi qui lis notre presse et partage les mêmes certitudes que nous, tu peux participer à notre effort pour renforcer notre presse en souscrivant au "prolétaire".

SOUSCRIPTION PERMANENTE

5e liste 1990
Charentes: 40,00 / A.B.: 300,00/
Ren.: 1000,00 / Grenoble: 35,00/
Paris: 500,00 / Total liste:
1875,00. Total 1990: 13115 F.

VAULX-EN-VELIN LE VERNIS DE LA CITE MODELE PART EN FUMEE

La ville de Vaulx-en-Velin dans la banlieue de Lyon était un modèle de réhabilitation urbaine, d'aménagements urbains, d'intégration sociale; faisant partie de ces opérations lancées dans toute la France après les affrontements des Minguettes, autre banlieue lyonnaise, au début des années 80, elle pouvait à bon droit être considérée comme une vitrine de la gestion social-démocrate des tensions sociales dans les quartiers populaires. La mairie, PCF, faisait plus dans le social que ce qu'aurait fait une mairie PS, forcément orientée vers les couches moyennes. La dernière réalisation, spectaculaire, était précisément destinée aux jeunes de la ville: un magnifique mur d'escalade, financé par la municipalité, la Région et l'Etat, qui avait été inauguré en grande pompe le 29 septembre. Le maire de Lyon était venu lui-même pour l'inauguration et il avait prononcé un discours où il vantait la "recette exemplaire" de Vaulx-en-Velin.

Malheureusement, une semaine plus tard la mort du jeune Thomas Claudio, à la suite d'un accident provoqué par une voiture de police qui voulait interdire la moto parce qu'elle avait brûlé un sens interdit, allait mettre le feu au poudrier, en jetant les jeunes en colère dans la rue: nuits d'affrontements avec la police, pillage de magasins par des centaines de personnes, jeunes et moins jeunes, scènes de violence en écho dans d'autres banlieues... Le vernis de la cité modèle qui aurait dû faire disparaître tous les antagonismes sociaux étaient partie en fumée.

Et tout le monde de s'interroger sur les causes de cette révolte "tiers-mondiste": "le maire et ses élus qui vont répétant qu'ils savaient être assis sur un volcan, mais pensaient bien avoir tout fait pour l'éteindre" (Libération des 13-14/10), les travailleurs sociaux, les responsables de toute espèce. On parle du "mal des grands ensembles", de "passif relationnel" entre les jeunes et les policiers, d'architecture déshumanisante, etc., etc.

Telle une nuée de sauterelles tous les pompiers sociaux professionnels se sont abattus sur la ville: SOS-racisme,

les Jeunesses Communistes, des comités de "soutien" autoproclamés. Djida Tazdaït, la trop fameuse présidente des J.A.L.B. (Jeunes Arabes de Lyon et sa Banlieue), qui a gagné son poste de député européen par de longues années de stérilisation des luttes des jeunes dans les méandres du juridisme, est accourue pour jouer les entremetteuses: "elle a (...) demandé que l'enquête soit menée à son terme, a plaidé pour la formation des policiers (!), prôné un dialogue plus grand entre les jeunes et les autorités politiques et policières (!!). Elle est décidée à associer (quelle générosité!) le comité (des jeunes-NdlR) à l'élaboration d'une résolution sur l'affaire (...) au Parlement. Elle espère que le comité pourra bientôt rencontrer le ministre de l'Intérieur". Le PCF, qui a une clientèle plus diverse à plus de mal à jouer les pompiers sociaux. La fédération du Rhône du PCF a fait une déclaration en direction des jeunes, intitulée "Faites-vous entendre" ("L'Humanité Rhône Alpes du 11/10) qui commence par: "la violence qu'a connu Vaulx-en-Velin et d'autres communes de l'agglomération, n'est pas la solution. On ne peut excuser les actes de vandalisme et de pillage souvent téléguidés par des bandes de casseurs organisés venant de l'extérieur. Actes de violence utilisés par une certaine presse"; puis après avoir timidement parlé de "l'attitude raciste de certains policiers", la déclaration avance un certain nombre de revendications matérielles, qui se termine par: "assurer la sécurité avant tout par la prévention et la dissuasion, développer l'ilôtage". Autrement dit le PCF réclame plus de policiers pour que les jeunes puissent se faire entendre !

La réalité de la vie quotidienne des jeunes, c'est effectivement le racisme, le chômage et les harcèlements policiers. La police de Vaulx, nous dit-on, était spécialiste dans la pratique de la "parechoquisation" des jeunes: les coincer lors de contrôles d'identité par les parechocs des véhicules. Libération a déclenché un scandale en citant des témoignages faisant état de policiers masqués, dans des voitures banalisées,

ratonnant les jeunes du quartier. La préfecture a reconnu que certains policiers étaient bien masqués pour éviter d'être reconnus: les JALB peuvent être contents du degré de formation de la police !

Après la révolte de Vaulx-en-Velin on a donc assisté à l'effervescence des ministres, responsables locaux et mêmes députés européens. Tous se sont consultés et réunis pour tenter de "comprendre pourquoi Vaulx-en-Velin"! Ils croyaient tous avoir fait le nécessaire pour éviter cela et ils s'aperçoivent que la recette de la gestion sociale des cités chaudes ne suffit pas à conserver le calme dans les quartiers. D'un seul coup, c'est toute leur politique patiemment mise au point avec l'aide des pompiers sociaux déjà cités qui semble s'écrouler.

Nous disons tant mieux! Cela montre que même lorsqu'il apporte quelques dorures aux chaînes entravant les jeunes prolétaires des cités, l'Etat ne fait que tenter de conserver et renforcer son contrôle sur eux, sans résoudre les problèmes fondamentaux. Ces dorures ne changent rien aux tracasseries et à l'arbitraire raciste de la police, au chômage qui cloue les jeunes à l'inactivité et à se morfondre dans leur ghetto, aux problèmes de l'immigration et aux conditions de salaire et de travail pour ceux qui trouvent un emploi.

Les pompiers sociaux vont pouvoir mettre les bouchées doubles dans les banlieues pour éviter d'autres Vaulx-en-Velin.

Nous appelons, quant à nous, les jeunes des cités à ne pas se laisser bercer par les illusions d'un dialogue avec les flics et les autorités, mais au contraire à s'organiser en toute indépendance des autorités et même des pompiers sociaux qui réclament maintenant une "meilleure formation de la police". Ils doivent prendre en main eux-mêmes la défense de leurs conditions de vie, de travail, la lutte contre le racisme, contre le chômage, contre l'omniprésence des flics (dont il n'y a rien à attendre, sinon qu'ils fassent toujours leur boulot de flics). L'Etat peut repeindre leur cage autant de fois qu'il le veut, les barreaux restent!

CORRESPONDANCE: APRES LA MUTINERIE DE LOOS

sont remplis de détenus rebelles...

C'est vrai, quelques individus - qualifiés de "meneurs" - ont été ainsi réduits à l'impuissance. C'est vrai, une certaine terreur s'est répandue dans les prisons françaises. Mais cela n'a pas empêché qu'à Loos, comme dans de multiples autres établissements, le feu de la révolte reprenne à nouveau. Car ce n'est pas en les ignorant, ce n'est pas en les ensevelissant sous des années de prison, que l'on fera disparaître les problèmes posés par les prisonniers. Ce n'est pas ainsi qu'on fera renoncer les détenus à leurs revendications.

Ces revendications, elles sont bien connues du gouvernement: principalement, il s'agit de l'abolition des quartiers d'isolement, des mitards, des prétoires et des statuts spéciaux; d'un octroi sans discrimination des remises de peine, dites permissions de sortir et des libérations conditionnelles, des amnisties et des grâces; de la mise en place de parloirs intimes; du SMIC pour les détenus qui travaillent en prison, et de l'amnistie pour les mutins déjà condamnés.

A ces exigences communes à tous s'ajoutent, selon les établissements, des revendications plus spécifiques: sur la liberté de circulation dans la prison, les conditions concrètes de détention, les régimes disciplinaires, etc. C'est cela, c'est tout cela qui explique les explosions sporadiques, telles que celles qu'a connues Loos au printemps et au cours de l'été dernier.

Et le procès des "huit", quel qu'en soit le verdict, n'empêchera pas d'autres embrasements de se produire. Tout juste permettra-t-il aux syndicats corporatistes de surveillants, aujourd'hui à l'offensive pour renforcer la tutelle de la matonnerie sur les détenus, de gonfler un peu plus les pectoraux. N'est-ce pas

certaines de leurs membres, d'ailleurs, qui en avril dernier, au pied de Loos mutinée, incitaient les gardiens des miradors à "viser à la tête" les prisonniers rebelles qualifiés de "ratons"?

Mais du point de vue de M.Arpaillage, peu importe! Il ne s'agit pas pour lui de solutionner la crise que connaissent les prisons françaises et dont témoignent les mouvements de prisonniers. L'essentiel, à ses yeux, est de "tenir". De tenir jusqu'à ce qu'aient été ouvertes les 13000 nouvelles places de détention en cours de construction - de véritables bunkers spécialement conçus pour prévenir tout mouvement collectif. Et tant pis si les premiers de ces nouveaux établissements ouverts ces derniers mois ont déjà tous connu des mouvements de révolte...

Le procès du 25 septembre, à n'en pas douter, sera accueilli par la masse des prisonniers comme une nouvelle provocation de la Chancellerie. Un clair démenti aux propos du directeur de l'Administration pénitentiaire, M. Dintillac, qui, dans une récente interview à Libération, se disait favorable au "dialogue" avec les détenus. Dialogue, la tentative au soir même de la mutinerie de Loos d'en minimiser l'ampleur et d'en camoufler les revendications ? Dialogue, l'organisation quasi clandestine du procès ? Dialogue, les accusations retenues ?

A Loos, comme dans d'autres prisons françaises, le mauvais coup de la Chancellerie recevra vraisemblablement la réponse qu'il mérite. Mais ceux qui, hors les murs, jugent légitime les revendications des détenus, n'entendent pas non plus rester silencieux. (...)

LES PRISONNIERS ONT RAISON DE SE REVOLTER ! PAS DE SANCTION, PAS DE CONDAMNATION POUR LES MUTINS.
Le Comité de Soutien aux Prisonniers Rebelles (Lille), la Commission Prison Répression.

LA RENTE PETROLIERE AU MOYEN-ORIENT, OBJET DE TOUTES LES CONVOITISES

(Suite de la page 1)

Les négociations d'après-guerre furent laborieuses; les français, surtout intéressés par les régions libano-syriennes, ne voulaient pas renoncer au pétrole de Mossoul. Les anglais craignaient que les américains de la Standard Oil Company ne jouent la carte française pour mettre le pied à Mossoul; il y avait aussi une rivalité entre les anglo-hollandais de la Shell et l'A.P.O.C. anglaise pour le pétrole mésopotamien. Finalement l'accord signé en 1920 laissait à la Grande-Bretagne la région de Mossoul; la France autorisait la construction sur "son" territoire libano-syrien d'un oléoduc et d'un chemin de fer pour desservir Mossoul, mais obtenait en contre-partie 25% de la Turkish Petroleum Company (T.P.C.), c'est-à-dire la part détenue avant guerre par les allemands de la Deutsch Bank, ainsi que la Cilicie, région du sud de la Turquie. Les français se firent par la suite chasser de Cilicie par les nationalistes turcs, mais ils parvinrent à écraser l'insurrection nationaliste syrienne. Cela leur permit de créer un Etat Libanais par adjonction aux régions chrétiennes d'une région musulmane équivalente pour que cet Etat puisse être économiquement viable, et un Etat syrien réduit, tous deux sous régime du "mandat", c'est-à-dire dirigés par l'impérialisme français.

De son côté l'Angleterre organisa ses possessions en Etats pareillement sous "mandat" (fin 1922); l'Irak fut créé de toutes pièces par adjonction du territoire kurde de Mossoul aux régions arabes de Bagdad et de Bassorah. Cependant craignant que cet Etat ne devienne un jour trop puissant et constitue une menace pour leur domination du golfe, les anglais firent en sorte qu'il ne possède aucun débouché maritime en donnant à l'Etat du Koweït l'embouchure du Chatt-al-Arab. Avec ces frontières tracées par l'impérialisme selon le vieux principe du "diviser pour régner", les germes empoisonnés des futures guerres régionales et intestines étaient ainsi semés.

L'Irak Petroleum Company (I.P.C.) prenait la place sur le territoire correspondant de la T.P.C.; la Grande-Bretagne dut également céder une part aux américains dont la pression était grandissante. En Arabie, ils soutenaient la révolte anti-britannique d'Ibn Séoud qui menaçait également le Koweït. En 1928, après avoir repoussé les attaques d'Ibn Séoud contre le Koweït, un accord avec les américains fut signé: l'I.P.C. était répartie en 4 parts égales: les anglais de l'A.P.O.C., la Shell, les français de la C.F.P. (plus connus aujourd'hui sous l'enseigne "Total"), et les américains (Exxon, Mobil). Dans les années 30, la Kuwait Petroleum Company fut créée à égalité de parts entre anglais et américains, tandis que dans l'Arabie devenue "Séoudienne", ce sont les seuls américains qui fondèrent l'Arabian Oil Company.

Ces sociétés avaient le monopole de la recherche et de l'extraction du pétrole sur les territoires nationaux correspondants et constituaient de véritables Etats dans l'Etat. Par exemple, au Koweït la KPC avait bien voulu autoriser l'Emir à utiliser les infrastructures qu'elle mettait en place (port, voies de communication, etc.), mais uniquement dans la mesure où cela ne gênerait pas les activités de la compagnie. En Arabie, l'A.O.C., qui deviendra l'Aramco après la guerre, se constituera une véritable province indépendante avec ses infrastructures propres en dehors du contrôle et des lois locales; et en cet été 1990, c'est autour de cet "Aramco-land" que les troupes américaines ont été disposées...

C'est après la deuxième guerre mondiale que le pétrole va jouer son véritable rôle dans l'économie mondiale; c'est alors que seront découverts

les fantastiques gisements qui feront du Moyen-Orient la principale région d'exportation du pétrole; c'est alors qu'on pourra dire du Koweït que c'est un drapeau planté sur un lac de pétrole... Les pays de la région, dirigés par des régimes particulièrement réactionnaires, étaient sous la dépendance quasi totale des compagnies pétrolières, représentant souvent le seul secteur moderne de l'économie. Cependant la croissance économique donna naissance à des bourgeoisies désireuses de secouer le vieil ordre hérité du colonialisme et avides de s'approprier un gâteau pétrolier toujours plus appétissant. C'est ainsi qu'en avril 1951 le nouveau gouvernement iranien de Mossadegh, secouant l'emprise du shah installé par les alliés, nationalisa l'Anglo Iranian Petroleum Company. La Grande-Bretagne répliqua alors en organisant l'embargo du pétrole iranien avec le soutien des américains (qui demandent en échange une participation dans l'A.I.O.C.) et des occidentaux: l'Italie, tentée d'accepter le pétrole de Téhéran, dut céder devant les pressions américaines. Au bout de presque deux ans d'un embargo particulièrement efficace, un coup d'Etat renversa Mossadegh et réinstalle le Shah sur le trône. En août 1954 un accord entre les brigands impérialistes et l'Etat iranien fonde un nouveau "consortium" pétrolier dont les parts sont réparties entre l'ancienne Anglo Iranian (40%), les "major companies" américaines (40%), la Shell (14%) et les français de la CFP (6% pour services rendus). En dépit de cette éclatante victoire, les impérialismes se verront peu à peu contraints de faire quelques concessions aux pouvoirs locaux; en 1959 par exemple l'Aramco autorise l'Arabie Séoudite à nommer 2 délégués à son conseil d'administration: ils découvriront que l'Aramco triche de façon éhontée même par rapport aux accords léonins dont elle bénéficie! Mais la vague des luttes bourgeoises anti-coloniales va faire tomber la plupart des régimes archaïques: renversement des monarchies d'Irak, de Syrie, d'Egypte, guerre d'Algérie... En 1961 la Grande-Bretagne accorde l'indépendance au Koweït.

Mais le nouveau régime irakien, à la recherche d'un débouché maritime et de richesses pétrolières, revendiqua aussitôt ce pays, où les intérêts anglais sont énormes: 50% du pétrole consommé par l'Angleterre en vient, il est payé en livres sterling, et toutes les royalties et tous les bénéfices sont en outre placés à Londres. Le quotidien londonien "Sunday Times" écrit le 2 juillet 1961: "L'annexion du Koweït par l'Irak aurait pour conséquence l'arrêt complet des deux tiers des voitures se dirigeant vers les stations balnéaires (argument-choc pour petit-bourgeois-Ndlr), la paralysie des usines, le maintien au sol des avions, l'immobilisation des navires de guerre et de commerce ancrés dans les ports. Si le pétrole-sterling devait être remplacé par du pétrole-dollar acheté aux Etats Unis et au Venezuela, les Britanniques seraient acculés au désastre par suite du déséquilibre de leur balance des paiements et cesseraient d'être indépendants. Voilà ce qui justifie l'importance du Koweït pour l'économie britannique; voilà pourquoi aucun coup plus mortel ne pourrait être porté contre la Grande-Bretagne que l'annexion du Koweït"(3). Les anglais, dépêchés de toute urgence un corps expéditionnaire pour protéger ce cher Koweït et le pétrole-sterling. L'affaire ne fut cependant résolue que lorsqu'un coup d'Etat renversa le régime irakien et qu'un prêt sans intérêt de 100 millions de dollars du Koweït à l'Irak acheva d'aplanir les problèmes("nous sommes arrivés au pouvoir dans un train américain" reconnaît un dirigeant irakien de l'époque)(4).

Le début des années 70 va être marqué au plan économique par une

tendance irrésistible à la hausse des prix du pétrole, en conséquence, selon les lois du marché, du besoin apparemment illimité en or noir d'une économie mondiale en pleine expansion. Fondamentalement cette hausse du prix est déterminée par le mécanisme de la rente foncière mis à jour par le marxisme: pour satisfaire les besoins croissants en pétrole, il faut mettre en activité des gisements aux coûts de production plus élevés - sauf cas exceptionnel de découverte de pétrole facilement exploitable. Ces gisements ne seront mis en production que s'ils sont "rentables", c'est-à-dire s'ils dégagent un profit égal au profit moyen réalisé dans les autres secteurs de l'économie. Comme toute la production mondiale de pétrole est absorbée par le marché, le prix du pétrole est déterminé par les gisements aux conditions les plus coûteuses. Ces gisements sont ceux du Texas, peu productifs car en voie d'épuisement, et ceux de la mer du Nord, qui nécessitent de très lourds investissements (plate-formes pétrolières). L'augmentation des prix du pétrole à partir de 1971 est déterminée par la nécessité de mettre en activité de nouveaux puits au Texas, puis de démarrer la production de pétrole en mer du Nord. Par rapport à ces gisements, les champs pétrolières plus favorables dont le pétrole se vend évidemment au même prix que les premiers, bénéficient d'une rente différentielle. Le Koweït, où les coûts de production sont les plus bas du monde, jouit ainsi d'une rente différentielle énorme (de peut-être de 600 à 700% du prix de production).

Dans la réalité ce mécanisme est perturbé par des accords de cartel, par des guerres, commerciales ou non, etc. En 1974 le dit "premier choc pétrolier" est provoqué par un boycott des pays producteurs qui réduit brutalement l'offre de pétrole; en 1979-1980 le "second choc pétrolier" est provoqué par le défaut de pétrole iranien à la suite des grèves sur les gisements pétroliers, puis l'attaque irakienne, enfin et surtout par la décision américaine d'embargo sur ce pétrole. En 1990 le "troisième choc pétrolier" est provoqué par la décision américaine d'embargo sur le pétrole venant d'Irak et du Koweït.

Au cours des années qui suivent le "premier choc pétrolier" le cartel des major companies (dites aussi "les 7 soeurs") voit son hégémonie sur la production de pétrole disparaître. Des compagnies sont nationalisées: en 1972 l'Irak nationalise l'I.P.C., après s'être assuré du soutien de l'URSS; il est immédiatement imité par la Syrie. Le Koweït, lui, rachète la K.P.C. En 1975 alors que l'Arabie Séoudite fait de même pour l'Aramco en 1980. En 1972 les 7 soeurs possédaient plus de la moitié des réserves connues de pétrole hors pays du bloc soviétique et produisaient les deux-tiers du pétrole brut. 10 ans plus tard elles ne possédaient plus que 10% des réserves et produisaient moins de 20% du pétrole hors pays de l'Est. La plus grande partie de la rente est passée aux mains des pays producteurs. Cependant les compagnies pétrolières continuent à acheter ce pétrole brut, à le raffiner et à vendre les produits pétroliers sur le marché: leurs profits croissent avec l'augmentation du prix du brut. C'est ainsi que de 1962 à 1972 le profit des compagnies pétrolières occidentales a augmenté de 6% par an; de 1972 à 1980 leurs profits augmentèrent de 23% par an! La récession de 1980-82 a par contre vu leurs profits chuter; puis le "contre-choc pétrolier" de 1986 a provoqué une réduction drastique des investissements dans l'exploration et dans l'exploitation de nouveaux gisements. Les pays producteurs cherchèrent alors à investir dans le raffinage pour concurrencer les compagnies. Le Ironie de l'histoire, le Koweït acheta même 25% de la British Petroleum (B.P.) et les Séoudiens 50% des raffineries de la Texaco. Mais le gouvernement britannique, invoquant "l'intérêt national" annulera la vente de la BP. Et on peut parier que si la guerre éclate, les compagnies ne pleureront pas au cas où les raffineries koweïtiennes seraient détruites... Les autorités du Koweït ont compris la nécessité de rembourser leurs sauveurs futurs; le 30 août, le président de la Koweït Petroleum International déclarait que l'invasion irakienne obligeait à "repenser les approches antérieures et à revoir la situation, (...) pour considérer les possibilités (d'agir) comme en Arabie Séoudite où les arrangements réciproques avec les compagnies pétrolières étrangères sont permises. Je pense que nous devrions laisser les étrangers avoir des possessions pétrolières". Le moyen de faire autrement? Les titres de propriété koweïtiens ne sont garantis que par l'armée américaine. Bien naïfs seraient ceux qui penseraient que le corps expéditionnaire américain ne s'est déplacé que pour revenir au statu quo ante, pour permettre à l'Emir Jâher et à sa famille de réintégrer le palais royal et les conseils d'administration.

Ces vingt dernières années ont vu l'accélération du retrait de la présence anglaise

dans le golfe avec l'accession à l'indépendance des micro-Etats que sont les émirats pétroliers: Qatar, Bahrein, Emirats Arabes Unis. De plus en plus les Etats-Unis prendront en charge le maintien de l'ordre impérialiste, pour éviter comme au siècle dernier que le golfe ne devienne "une arène de la rivalité internationale", le danger venant maintenant de l'URSS. Pour ce faire ils hisseront l'Irak au rang de "gendarme régional". La révolution iranienne jettera à bas cet édifice et les USA pousseront l'Irak à attaquer Téhéran afin de stopper la révolution iranienne. De leur côté, l'Arabie Séoudite et les divers Emirats, Koweït en tête financeront par des prêts l'effort de guerre irakien. L'Irak cherchait à s'emparer de la rive gauche du Chatt-al-Arab et de la région pétrolière du Khouzistan, et se portait aussi candidat, auprès des américains, au rôle de gendarme régional. On sait ce qu'il advint de toutes ces ambitions.

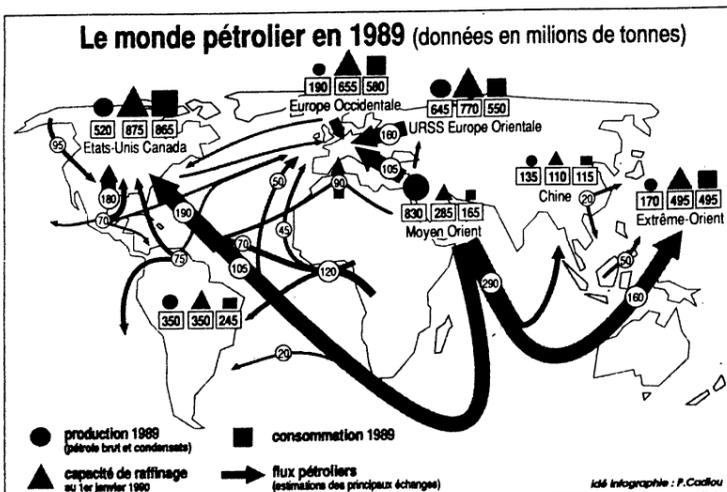
Le reste est vite expliqué. Criblé de dettes et ayant d'immenses besoins financiers pour reconstruire un pays et une économie en ruines, l'Irak depuis de longs mois n'a cessé de pousser à une hausse des prix du pétrole et, pour cela, à une production strictement contrôlée du pétrole au niveau de l'OPEP. Mais cette stratégie n'a cessé d'être battue en brèche par les violations systématiques de ses quotas de production par le Koweït et par les E.A.U. Par ailleurs le Koweït, à la différence des Emirats et même de l'Arabie Séoudite, exigeait le remboursement des prêts accordés à l'Irak pendant la guerre. D'autre part, si l'on en croit un article du New York Times (5), il semble bien que le Koweït ait pompé sans vergogne pendant la guerre du pétrole dans le gisement gigantesque de Roumaïlah dont une petite partie se trouve en territoire koweïtien en profitant du fait que les installations irakiennes étaient stoppées par la guerre: "du point de vue irakien, le gouvernement du Koweït agissait de façon agressive - c'était une guerre économique". L'Irak rappellera aussi ses revendications traditionnelles sur le nord du Koweït et l'embouchure du Chatt al-Arab.

En mobilisant son armée, l'Irak réussira à obtenir une réunion extraordinaire de l'OPEP qui décide d'augmenter le prix du pétrole; le Koweït promet de respecter cette décision, les E.A.U. acceptent de réintégrer l'OPEP. Cependant le Koweït ne veut pas céder davantage et l'Arabie Séoudite est réticente à la proposition irakienne de constituer un "directoire" à trois de l'OPEP - avec l'Irak et l'Iran - pour maintenir des prix élevés. Le conflit d'intérêts économiques se mue alors en conflit militaire (ou comme disait le vieux Lord Curzon, "les intérêts commerciaux sont les précurseurs des interventions politiques"); mais l'Irak n'avait pas vu que derrière l'Arabie Séoudite et le Koweït se tenait l'impérialisme américain, prêt à prendre directement en charge les tâches de gendarme de la région...

Nous avons essayé de décrire sommairement les ambitions et les affrontements bourgeois dans la région. Mais il y a un autre affrontement, malheureusement bien moins visible, qui nous intéresse au premier chef: c'est celui qui oppose inévitablement les masses exploitées aux classes dominantes locales ou étrangères, et parmi tous les exploités, ce vaste prolétariat venant des quatre coins du monde, sans droits ni garanties, dont la sueur est indispensable à la production de l'or noir. Victime désignée des guerres entre bourgeois, condamné aujourd'hui aux misères de l'exil, demain peut-être à la faim ou aux bombardements, lui seul a cependant la possibilité de mettre définitivement fin à cette interminable série de guerres et de souffrances, lui seul a la possibilité d'utiliser cette richesse naturelle au profit de l'humanité toute entière en supprimant la production marchande et la division en nations et en classes ennemies: mais pour cela il lui faudra abattre le capitalisme par la révolution communiste mondiale et opposer la guerre internationale de classe à la guerre impérialiste.

- (1) cf Habib Ishow, "Le Koweït", p.18.
- (2) cf "Comment furent tracées les frontières au Proche Orient", "Hérodote" n°41.
- (3) cf "Le Koweït", p.26.
- (4) cf "L'Irak, le pétrole et la guerre", "Peuples Méditerranéens" n°40, p.119.
- (5) article reporté dans "International Herald Tribune" du 4/9/90: "Oil field is heart of the feud".

La carte ci-contre indique les flux de pétrole brut, ainsi que les capacités de raffinage dans les différentes zones du monde. L'importance du Moyen-Orient dans la production tend à devenir toujours plus importante. Mais le problème aujourd'hui se situe aussi au niveau des capacités de raffinage, puis-que les installations du Koweït ne fonctionnent plus, et celles de l'Arabie Saoudite sont en partie mobilisées pour approvisionner les troupes de l'impérialisme. Aux tensions sur la fourniture du brut, s'ajoutent donc celles liées à la réduction des capacités de raffinage.



LISEZ, DIFFUSEZ, SOUTENEZ
 LA PRESSE INTERNATIONALE
 DU PARTI
 . LE PROLETAIRE .
 . PROGRAMME COMMUNISTE .
 . IL COMUNISTA .

PHYSIONOMIE DU KOWEIT

La population du Koweït était estimée à environ un million huit cent mille habitants. Les étrangers constituent 60% de ce total et 81% de la population active. Les Koweïtis occupent évidemment les emplois les plus lucratifs et sont concentrés surtout dans les services et la Fonction Publique. Beaucoup se contentent d'être des prête-noms pour des entreprises commerciales appartenant en fait à des étrangers; même dans l'armée les étrangers doivent être majoritaires, ce qui explique son peu de combativité. Les travailleurs immigrés, autrefois surtout d'origine arabe, étaient maintenant en grande partie d'origine asiatique, les travailleurs arabes étant jugés trop dangereux par les bourgeois du Koweït.

Grâce à ses revenus pétroliers le Koweït a pu faire d'importants investissements à l'étranger à partir d'une base d'opérations londoniennes. Bien que ces investissements soient un secret d'Etat, les investissements dans le secteur pétrolier occidental sont connus: tentative d'acheter 25% de BP (bloquée par le gouvernement anglais); importants investissements en Espagne dans divers secteurs, en Allemagne (15% de Daimler-Benz en 1974, etc.), aux Etats Unis, etc. Les revenus tirés de ces placements sont tels qu'aujourd'hui le gouvernement en exil est à la tête d'une véritable fortune que les pays occidentaux s'étaient empressés de geler pour éviter que des mouvements de capitaux précipités ne déstabilisent certaines institutions financières.

Le Koweït a connu une expérience démocratique limitée: seuls environ 3% des habitants du Koweït avaient le droit de vote. Cependant, ne pouvant supporter les critiques de l'opposition parlementaire à propos des investissements à l'étranger et à propos d'un scandale financier qui impliquait un membre de la famille royale, le cheik Jaber Al Sabah supprima ce parlement en 1986 et décida de réserver tous les postes gouvernementaux, toutes les directions des administrations à des membres de sa famille. Après l'invasion le cheik a organisé une réunion avec les éléments de "l'opposition": ceux-ci ont juré d'oublier leurs griefs afin de favoriser "l'union nationale" (au début de cette année plusieurs anciens députés de "l'opposition" avaient été rossés par la police pour avoir organisé une manifestation pour le rétablissement du parlement). Lors des dernières élections (1985) le nombre des personnes (des hommes, bien sûr) qui avaient le droit de vote ne dépassait pas 65 000.

On voit donc quelles opportunités de se présenter en libérateurs auraient pu avoir les troupes irakiennes dans un pays aussi réactionnaire, régi par le plus strict des codes islamiques, si la propagande Bâ-assiste avait eu le moindre élément de vérité...

DANS LE GOLFE: L'IMPERIALISME DEFEND SON ORDRE MONDIAL

(Suite de la page 1)

en tant que vainqueur de la dernière guerre, était l'un des deux grands bénéficiaires du partage du monde issu de cette guerre et, à ce titre, co-responsable de la sauvegarde de cet ordre impérialiste. Que, minée par la crise économique, elle ne puisse plus assurer ce rôle, qu'elle délaisse la cogestion du monde pour consacrer toutes ses forces à ses problèmes intérieurs (les économistes en vogue à Moscou préconisent de diminuer de 80% "l'aide extérieure", de réduire les forces militaires au minimum compatible avec la défense des frontières et de l'ordre interne), et ce serait tout l'équilibre mondial qui vacillerait. C'est parce qu'il est bien conscient du risque d'ébranlement que causerait l'apparition d'une vacance au sommet de la hiérarchie des Etats bourgeois, que les Etats-Unis ont réagi avec tant de force à la tentative de l'Irak de modifier en sa faveur l'ordre impérialiste au Moyen-Orient. C'est pour la même raison qu'au début de cette année ils avaient pressé Moscou d'envoyer son armée en Roumanie, au moment où les événements menaçaient de dégénérer en une guerre civile imprévisible, ou qu'ils ont découragé les velléités indépendantistes dans les Pays Baltes.

Et dans le Golfe Persique, région économiquement vitale pour le capitalisme mondial, il leur fallait démontrer qu'il existe au moins une super-puissance, un super-gendarme capable de ramener à la raison un Etat échappant au contrôle de ses parrains et cherchant à agrandir son fief aux dépens d'Etats clients de l'Occident. Il n'est pas étonnant que le Conseil de Sécurité, dont les membres permanents constituent le syndicat des vainqueurs de la dernière guerre mondiale et donc des bénéficiaires de l'ordre impérialiste actuel, ait montré une touchante unanimité pour défendre cet ordre. Le conseiller de Mitterrand pour les "affaires stratégiques", Hubert Védrine, affirme que selon comment sera résolue la crise du Golfe "nous serons tout simplement demain ou sur une planète à l'allure de jungle, ou sur une planète où le droit prévaudra. (...) Si le fait accompli l'emportait, l'instabilité se propagerait sur le globe. Nous sommes dans une crise-carrefour. La victoire du Droit créera d'énormes obligations à la Communauté internationale". Il faut décoder un peu cette déclaration pour la comprendre: le "droit", c'est ce qui sanctifie les situations acquises, les rapports de force établis, la hiérarchie actuelle des Etats: la "communauté internationale" ce sont les grandes puissances dirigeant cette hiérarchie.

Le danger que l'armada internationale veut conjurer dans les sables du désert, c'est l'instabilité croissante qui a gagné les rapports internationaux à la suite des lentes mais irrésistibles mutations économiques. Et c'est au Moyen-Orient, véritable zone sismique permanente des relations internationales, où les armes ne se sont pratiquement jamais tues depuis le démantèlement de l'Empire Ottoman et la découverte du pétrole, où les massacres ne cessent de succéder aux massacres sur fond de misère, de despotisme et de terreur, que l'armée de la "communauté internationale" est venue défendre son ordre et son droit, mille fois plus vampires et sanglants que tout ce que l'histoire a jamais connu.

Nous ne savons pas si la guerre annoncée à grand tapage des plus grands Etats du monde contre un pays de 17 millions d'habitants, à peu près sans agriculture ni industries, aura finalement lieu. Dans les Etats-majors on craint non tant le nombre de victimes que causerait cette guerre, que le chaos qu'elle créerait, en Irak et dans toute la région.

Mais nous savons que même si le droit des grandes puissances l'emporte rapidement et aux moindres frais, l'instabilité ne cessera pas de se répandre sur la planète. En Europe la R.F.A. a pu annexer la R.D.A. et bouleverser ainsi tout l'équilibre existant depuis la guerre sans avoir à bouger un seul soldat: démonstration non seulement que la puissance économique est bien supérieure à la simple force militaire - au grand regret de Saddam Hussein -, mais que c'est tout le mouvement de l'évolution économique qui travaille à miner l'équilibre mondial. Le géant américain peut bien jouer des muscles dans le Golfe, se présenter comme le seul rempart contre l'agression (alors qu'il représente l'impérialisme le plus agressif qui ait existé), le seul gendarme capable de garantir des approvisionnements pétroliers au Japon et à l'Europe, Tokyo et Bonn paraissent peu convaincus: ces approvisionnements n'auraient pas connu de heurts si les Etats-Unis n'avaient pas décrété d'embargo sur le pétrole allant vers l'Europe et le Japon. Le danger, ils le voient bien plus dans les Etats-Unis qui, glissant dans la récession tentent comme ils l'ont toujours fait, avec comme à l'habitude un alibi moyen-oriental, d'en faire retomber au maximum le poids sur leurs concurrents européens et japonais. Le président de la N.A.M. (Association Nationale des Industriels) américaine pouvait dire début septembre que les événements du Golfe n'étaient pas une

crise d'un point de vue économique parce que son impact sur les partenaires économiques serait bien plus grand que sur l'économie américaine qui n'achète que la moitié de son pétrole à l'étranger. Il prévoyait aussi que la récession aux Etats-Unis serait de peu d'ampleur, parce qu'une baisse du dollar permettrait d'augmenter les exportations et de réduire les importations (diminuant ainsi le déficit commercial), les pays encore en expansion, comme l'Allemagne et le Japon jouant ainsi le rôle de "locomotive" pour faire redémarrer (à leurs dépens) l'économie américaine.

L'exacerbation de la guerre économique contre les concurrents, l'exacerbation des affrontements militaires pour contrer les Etats déstabilisateurs, et last but not least, l'exacerbation de l'offensive anti-ouvrière pour faire payer au prolétariat la crise économique (voir les déclarations en France du CNPF comme du gouvernement), voilà les "énormes obligations" qui attendent la communauté internationale de l'impérialisme.

Même sans le vouloir, tous les gendarmes du capitalisme mondial, tous les défenseurs des équilibres internationaux, sement le désordre et l'instabilité qu'ils veulent combattre, leur société étant fondée sur le déséquilibre permanent et la guerre de tous contre tous. L'instabilité croissante finira inévitablement par ébranler aussi la stabilité sociale y compris dans les pays les plus prospères et fera renaître dans toute sa force la lutte prolétarienne de classe. Alors la classe ouvrière pourra se dresser contre tout l'ordre impérialiste mondial, revenir comme le dit un de nos textes de parti ("Guerres et crises opportunistes") à l'action révolutionnaire de classe qui, dans chaque pays, qu'il soit dominant ou dominé, dresse la classe travailleuse contre la bourgeoisie locale, en complète autonomie de pensée, d'organisation, d'attitude politique, d'action et de lutte; l'action révolutionnaire qui regroupe les forces des travailleurs du monde entier dans un organisme unitaire dont l'action ne cessera pas avant le renversement complet des institutions capitalistes, se développant par dessus les frontières, en temps de guerre comme en temps de paix, dans des situations considérées comme normales ou exceptionnelles, prévues ou imprévues par les schémas philistins des traités opportunistes.

Et alors elle rappellera à la bourgeoisie que, si l'ère de l'impérialisme est l'ère des guerres, elle est aussi l'ère des révolutions !

AFRIQUE DU SUD: ALTERNANCE DU DIALOGUE ET DE LA REPRESSION CONTRE LES LUTTES PROLETARIENNES

(Suite de la page 1)

Des comités de jeunes ont fleuri dans les cités noires; baptisés "les camarades", ces éléments ont tenté d'obtenir le boycott des institutions scolaires au nom du slogan "la révolution d'abord, l'éducation plus tard", mot d'ordre, si confus soit-il, qui diverge de la ligne de conduite de l'UDF, de l'ANC ou du SACP (parti communiste sud-africain), pour ne citer qu'eux. Ces organisations, représentantes de la démocratie bourgeoise, ayant toujours insisté sur la priorité du "dialogue" avec le pouvoir blanc, n'ont fait de la lutte directe de masse et de la lutte armée qu'un moyen, non de prise de pouvoir, mais de parvenir à la table de négociation pour s'arranger, à la rhodésienne pourrait-on dire, sur le partage du pouvoir entre la bourgeoisie blanche minoritaire socialement mais détentrice du capital et la bourgeoisie noire naissante, totalement marginale sur le plan économique, mais seule capable potentiellement d'exercer une influence sur le prolétariat noir pour l'écarter de son propre chemin de lutte de classe.

Le jour est en effet venu pour elles de passer du discours guerrier, propre à mobiliser les masses (sur des objectifs toutefois bourgeois), au discours de réconciliation nationale.

Après la période faste, pour le capital, de mise en place de l'apartheid musclé (en 1948, sous la houlette des conservateurs afrikaners, descendants des boers), pendant laquelle le capitalisme sud-africain bénéficiait des effets du cycle d'accumulation capitaliste d'après-guerre, est survenue la crise capitaliste mondiale des années 70 et la fin définitive (avec le retrait du Portugal de l'Afrique) de l'ère colonialiste qui faisait régner l'ordre et la stabilité armée au poing. La crise mondiale a eu ses effets en Afrique du Sud comme ailleurs et les quelques périodes

d'envolée du cours de l'or, devenu leur refuge pour le capital chassé de la sphère de production, n'ont été que les dernières bouffées d'air du capital national avant la noyade.

Locomotive de l'économie, l'or devient une production de moins en moins rentable. En 1970, la RSA produisait 1000 tonnes d'or, contre 600 en 1989! A l'inverse il faut toujours plus arracher de matériaux à la terre pour extraire l'or: en 1965, une tonne de roche renfermait 13 gr. d'or, en 1989, la même tonne ne livre plus que 5 gr. du précieux métal.

Lorsqu'à ce tableau on ajoute les grèves ouvrières de plus en plus fréquentes dans les mines et un système de hiérarchisation raciale du travail totalement improductif vis-à-vis des conditions modernes d'exploitation des mines, on comprend, par cet exemple, que le capitalisme sud-africain a du plomb dans l'aile.

Les démocrates occidentaux, drapés dans leurs "droits de l'homme", préfèrent attribuer les difficultés de l'Afrique du Sud, non à la crise mondiale, mais à leur campagne internationale pour les sanctions économiques contre le régime de l'apartheid. Ils s'attribuent ainsi le bénéfice politique et "moral" des changements en cours. En réalité, les sanctions économiques n'ont jamais eu de conséquences bien fâcheuses sur le cours de l'économie sud-africaine.

Les quelques problèmes posés ont été plus que compensés par les conséquences heureuses des soi-disant sanctions. L'impérialisme n'a pas cessé de s'approvisionner en métaux rares ou précieux, ni en pierres de joaillerie, ni de commercer avec l'Afrique du Sud. Le départ d'entreprises occidentales a été d'abord lié aux risques sociaux trop importants pour la sécurité des profits et aux difficultés d'augmenter la productivité quand le capital ne peut utiliser la

main-d'oeuvre la plus apte, parce qu'elle est noire, et doit se contenter d'une maîtrise blanche, plus formée à jouer les petits chefs esclavagistes, qu'à s'adapter aux exigences concrètes de la production. D'ailleurs, les entreprises ne sont parties qu'en apparence, puisqu'en réalité les usines n'ont fait souvent que changer de raison sociale et passer en main sud-africaine.

Quant aux restrictions d'exportation vers l'Afrique du Sud, elles n'ont eu comme effet que de redonner un peu de vent en poupe à l'économie. Les armes qui ne pouvaient venir sans de multiples et compliqués détours ont été fabriquées sur place, et parfois sous licence, renforçant ainsi la puissance du complexe militaro-industriel du pays; idem avec l'énergie et bien d'autres secteurs. La collaboration avec Israël, pays chéri des démocrates de toutes tendances, a suffi déjà à lui seul à détourner une bonne part des effets des "sanctions".

Dans cette situation économique et sociale catastrophique, l'Etat-négrier ne pouvait survivre qu'en enclenchant un processus de guerre totale contre le prolétariat noir, au risque d'embraser toute l'Afrique australe et de ne pas s'en relever économiquement dans un contexte mondial de crise, ou qu'en opérant une marche arrière contrôlée sur les principes mêmes du développement séparé des populations blanches et de couleur.

Mais les décennies de lutte policière et militaire contre les masses noires, métis ou indiennes, n'ont jamais pu les mettre à genoux. Au contraire, aux répressions, aux mauvais traitements, aux discriminations toujours plus honteuses, le prolétariat a toujours riposté par l'élargissement de ses luttes, par son organisation croissante et, dans les townships, par des révoltes toujours plus fréquentes.

(Suite en page 6)

A NOS LECTEURS

NOUS ATTIRONS L'ATTENTION SUR NOTRE CHANGEMENT D'ADRESSE. TOUTE CORRESPONDANCE POUR LA FRANCE DOIT ETRE ENVOYEE, SANS AUTRE MENTION, A:

EDITIONS PROGRAMME
3 rue Basse Combalot, 69007 LYON
(FRANCE)

CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE:
Editions Programme 12 rue du Pont
1003 LAUSANNE

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus VERSEMENTS: timbres-poste, mandat ou chèque à l'ordre de : Dessus. ABONNEMENT AU "PROLETAIRE": 50FF/200FB/30FS / 15000 Li ABONNEMENT DE SOUTIEN: 100FF / 400FB / 60FS / 30 000 Li. "PROGRAMME COMMUNISTE" (revue théorique), le numéro: 25FF/10FS/140FB/5000Li/£3/10DM/ Amérique latine: US \$1/USA & CDN: US \$4 /450 Pts. ABONNEMENT: LE PRIX DE 4 No. ABONNEMENT DE SOUTIEN: 200FF/100FB/80FS/40.000Li/80DM/£25/3500Pts/Amérique latine: US \$8/USA & CDN: US \$ 35. "IL COMUNISTA", le numéro: 2000Li/10FF/40FB/5FS. ABONNEMENT: 18000Li/60FF/240FB/35FS. ABONNEMENT DE SOUTIEN: 30.000Li/125FF/500FB/70FS

IMPRIME PAR NOS SOINS

Militants, sympathisants, lecteurs, vous pouvez collaborer utilement au journal en l'informant de tout ce qui mérite d'être remarqué du point de vue social, économique et politique. Envoyez-nous tracts locaux, compte-rendus d'événements, coupures de presse ou remarques sur les luttes sociales.

AFRIQUE DU SUD

(Suite de la page 5)

A la répression, s'est ajoutée une politique de divisions systématique des masses noires, dont l'objectif était bien entendu de fractionner cette imposante force collective des prolétaires noirs, largement majoritaires démographiquement. L'Etat a donc regroupé, en les chassant des terres sur lesquelles ils survivaient tant bien que mal, les populations noires dans des zones "spéciales", les Bantoustans. Ces territoires, dans lesquels furent parqués à l'indépendance pour que l'Etat puisse ainsi se "débarrasser légalement" du "problème noir", tout en conservant les avantages du système, à savoir disposer d'un immense réservoir de main-d'œuvre, exploitable aux pires conditions.

Toute la population noire n'a pas pu être regroupée dans ces "homelands". Il s'est donc créé deux catégories principales parmi les masses noires: celle qui n'a pas le droit d'habiter dans les zones blanches et qui ne peut y travailler que sous le statut de travailleur migrant et ceux qui ont le "privilege" de s'installer en territoire blanc, principalement autour des villes blanches dans les gettos appelés townships. Le sort réservé aux travailleurs migrants est le moins enviable. Eloignés de leur famille, parqués dans des foyers où ils s'entassent plus qu'ils n'y habitent, ils sont à la merci de toutes les pressions. L'Inkatha profite d'ailleurs de leur extrême précarité pour leur garantir leur emploi (avec la complicité patronale blanche) qu'à la condition de la soutenir contre les autres organisations telle l'ANC. C'est pourquoi les affrontements de ces derniers mois dans les townships sont apparus comme un conflit entre population des cités contre locataires des foyers de travailleurs migrants (les hostels).

La politique de bantoustanisation n'est pas parvenue à ses fins, à savoir morceler la population noire en une myriade de petites nations, mais elle a laissée des marques profondes de divisions parmi les prolétaires noirs.

L'Etat sud-africain en a aussi tiré le bilan, et s'il sait mieux que quiconque exploiter à son profit la situation de tension entre catégories des masses noires, il sait aussi qu'aujourd'hui le développement séparé est un échec.

La "pacification" des prolétaires noirs doit donc se faire d'une autre manière. La voie que choisit donc l'Etat comporte deux axes complémentaires. D'une part il s'agit pour lui de continuer à réprimer violemment toutes les luttes

EN MARGE

L'Inkatha yeNkululeko yeSizwe (mouvement national culturel de libération) qui revendique, en gonflant certainement les chiffres réels, un million de membres, et qui se signale par son allégeance à l'égard de Pretoria, n'est pas la seule création de son chef Buthelezi. Elle est en fait le fruit commun de l'ANC et de Buthelezi.

Olivier Tambo (ANC) explique à propos de la formation de l'Inkatha que "Nous (l'ANC, NDRL), cherchions à faire en sorte que cet ancien membre de la Ligue de la jeunesse de l'ANC, qui avait occupé une position dans le bantoustan du Kwazulu après consultation de notre direction, utilise les possibilités légales données par le "programme Bantoustan" pour jouer un rôle de mobilisation de masse de notre peuple sur la base d'une orientation juste des masses, centrée sur la lutte pour une Afrique du Sud unie et non raciale. Au cours de nos discussions avec lui, nous sommes tombés d'accord sur le fait que cela rendait également nécessaire la formation d'une organisation démocratique de masse dans le bantoustan qu'il dirigeait. L'Inkatha est né de cet accord" ("L'Afrique Blanche", P. Haski).

L'ANC a donc bien toujours cautionné la division des masses noires par leur fragmentation en de multiples entités locales, correspondant au découpage de l'Etat-négrier en bantoustans, regroupant les membres d'une même ethnique.

* * * * *

A sa sortie de prison, Mandela soufflera du chaud et du froid et distribuera les espoirs tout hazmut pour mieux préparer sa reddition. Après avoir déclaré dans le même discours que "Les facteurs qui étaient à l'origine de cette lutte (armée en 1960, NDRL) existent encore aujourd'hui. Nous n'avons pas d'autre choix que de continuer", il rajoute pour apaiser les craintes de Pretoria: "Nous exprimons l'espoir de voir s'instaurer rapidement un climat conduisant à une solution négociée afin que la lutte armée ne soit plus nécessaire". Mandela s'adressera aussi aux jeunes, les appelant à retourner à l'école plutôt que de vouloir tout casser tout de suite.

ouvrières, toutes les révoltes dans les townships pour montrer qu'il ne baisse pas sa garde quelque soit les changements de sa politique par rapport à l'apartheid, et pour briser les secteurs les plus radicaux de la classe ouvrière et des jeunes des townships, qui pourraient s'opposer et faire capoter le cours nouveau de sa politique. D'autre part il s'agit d'amener progressivement les organisations démocratiques noires à la table de négociation pour échanger contre la disparition de l'actuel apartheid leur participation au retour au calme social dans les cités noires et à la fin des grèves incessantes dans les usines et services de l'Etat.

Ces dix dernières années ont donc été marquées par cette double action. "ouverture" d'un côté et usage du langage des armes de l'autre! Alors que la répression frappait toujours plus durement les prolétaires noirs, l'"ouverture" a été lancée en direction de la bourgeoisie et petite-bourgeoisie, et de leurs intellectuels.

Au processus de rapprochement avec l'ANC, qui a commencé à l'initiative de la bourgeoisie libérale, anglophone et propriétaire des grands domaines miniers, qui s'est traduit par des discussions telle celle avec les "7 sages" du Commonwealth, et qui s'est terminé avec la libération de tous les dirigeants de l'ANC, Mandela compris, ont fait écho les attaques répressives les plus sauvages contre les prolétaires noirs.

Pour réaffirmer sa position de force, l'Etat cherche donc à briser la résistance des prolétaires les plus à l'avant-garde des luttes, ceux qui refusent de se laisser bercer par les sirènes démocratiques noires et blanches qui prêchent le dialogue, l'arrêt de la lutte armée, de l'action directe et de masse de défense.

L'Etat, exploitant la nouvelle situation de rivalités entre clans bourgeois depuis la libération de Mandela, nouvel interlocuteur privilégié du pouvoir blanc, invité de tous les grands pays

capitalistes, et reléguant Buthelezi sur un strapontin, a favorisé l'émergence sanglante des conflits fratricides dans le Natal et les townships autour de Johannesburg (conflits qui firent 800 morts en l'espace de deux mois).

Outre le fait de mettre au pas les franges les plus radicalisées, l'action indirecte menée par le pouvoir a permis à celui-ci de légitimer sa présence policière et militaire dans les townships. Pour ramener le calme, l'ANC, et Mandela en particulier, demanda l'intervention plus rapide et nombreuse de l'armée!

Les forces de l'ordre étaient pourtant directement impliquées dans les massacres. Ceux qui ont commis les tueries dans les trains, n'avaient de noir que la couche de maquillage dont ils s'étaient couverts leurs pâles visages de flics blancs ou de para-flics.

Dans les affrontements, la police a fait clairement le tri lorsqu'elle intervenait. Laissant faire les militants et partisans de l'Inkatha, elle s'est abattue avec rage sur les manifestants anti-Inkatha, tirant même sur eux à balle réelle (1).

Ce bain de sang, aura donc permis au chef de l'Inkatha de s'intégrer dans le processus de négociation entre De Klerk et Mandela.

Alternant entre la violence ouverte et meurtrière, et la négociation démocratique, l'Etat sud-africain, avec l'aval des diverses fractions de la bourgeoisie et petite-bourgeoisie noires, referme le piège démocratique sur les prolétaires. Le massacre de ces derniers mois servira aux milieux bourgeois de toutes les couleurs de peau à agiter un épouvantail devant les prolétaires en lutte pour leur faire redouter les "conséquences" de la lutte directe et les ramener dans le droit chemin de la paix sociale.

L'expérience de lutte acquise par les prolétaires leur a fait apparaître une chose bien claire, c'est que l'apartheid - qu'ils ressentent comme la première cause de leur misérable vie maté-

rielle et sociale, car chaque'une de leurs revendications, fussent-elles strictement matérielle, se heurte aux structures de l'apartheid - ne pouvait pas être abolie par la voie pacifique et que seule la lutte de classe ouverte les libérerait de ce joug. Les organisations religieuses et démocratiques noires ont les premières tiré la sonnette d'alarme sur le danger pour elles de ne plus pouvoir maîtriser la situation et sur les risques que les prolétaires ne lient leur lutte contre l'apartheid à la lutte anticapitaliste, contre leur esclavage en tant que prolétaire et plus seulement en tant que noir.

L'ouverture démocratique de De Klerk tente aujourd'hui d'annihiler ces risques. Mais les quelques changements constitutionnels, ouvrant les plages aux gens de couleur, abolissant les interdictions de mariage inter-raciaux, etc, n'élimineront que les conditions les plus barbares qui ont soumis les prolétaires au joug du capital.

Les prolétaires noirs pourront utiliser les mêmes bancs publics que les blancs, ils n'en resteront pas moins des prolétaires et leur vie quotidienne, même allégée, sur le papier de la Constitution en tout cas, de quelques fardeaux du racisme institutionnel, restera celle de prolétaires exploités par le capital et soumis à toutes ses contraintes et à l'insécurité permanente.

Les prolétaires ne doivent pas se laisser bernier aujourd'hui par l'ambiance de réconciliation nationale. Ils doivent continuer la lutte et exploiter toute l'expérience acquise ces dernières années pour défendre leur autonomie en tant que classe et leur unité.

(1) Relatant un affrontement à Soweto, une journaliste d'une radio indépendante de Johannesburg expliquait que: "La police a tiré (des gaz lacrymogènes) contre les membres de l'ANC, alors que les supporters de l'Inkatha, armés, étaient au bord de la route et n'ont pas été inquiétés".

LAUSANNE: FLICS, GAUCHE ET ORDRE BOURGEOIS

Chaque année se tient traditionnellement à Lausanne une foire commerciale nationale, baptisée "Comptoir suisse", où, entre les différents stands d'électro-ménagers et de machines agricoles, on peut découvrir le pavillon du pays "hôte du Comptoir", qui expose les "merveilles" de son folklore, de son artisanat et de son industrie.

Les relations commerciales entre la Suisse et la Turquie étant au beau fixe, c'est donc à celle-ci que revenait, cette année, l'honneur du pavillon des invités. Les capitalistes helvétiques ont en effet été plutôt gâtés par les gros contrats en Turquie, et leurs représentants politiques se chargent d'entretenir les bonnes relations diplomatiques et "culturelles".

Fait remarquable, l'ouverture du Comptoir, le 8 septembre cette année, coïncidait presque jour pour jour avec la prise du pouvoir par les militaires le 12 septembre 1980, qui fut suivie d'une vaste campagne de répression.

Une telle situation ne pouvait que faire réagir toute l'immigration turque et kurde, nombreuse en Suisse, ainsi que leurs différentes organisations politiques. Sous leur pression, les socialistes lausannois, et leur cohorte de satellites issus des anciens milieux de l'extrême-gauche, inamoviblement collés à leurs basques, ont "élevé leur voix" contre cette "présence indésirable", et ont pris les devants pour organiser une manifestation de protestation pacifique le jour de l'ouverture du Comptoir.

Ce que le lecteur doit savoir, c'est que Lausanne est depuis peu gouvernée par les socialistes, majoritaires à la Municipalité (exécutif de la ville) et acquinés pour l'occasion dans une traditionnelle collégialité avec un écologiste... et trois "bourgeois". Madame la Syndique (maire), socialiste, fait donc partie, en tant que représentante de la ville, du conseil d'administration du Comptoir. A ce titre, elle avait approuvé l'invitation de la Turquie. Mais, intérêts politiques électoraux et pressions des groupes turcs aidant, Madame la syndique, Y. Jaggi, se rétracta quelques jours avant l'inauguration, joignant ses lamentations hypocrites au concert des pleureuses démocratiques. Que le temps est déjà loin où Yvette se montrait, en 1980, dans la rue face au barrage de flics lors des manifestations de jeunes!

Dans la petite histoire politique locale, il est un évènement qui avait marqué son époque: en 1973, c'était le Portugal qui était l'invité d'honneur du Comptoir. Une manifestation avait

été alors organisée par les organisations extra-parlementaires. Elle se termina à coups de matraques et gaz lacrymogènes d'un côté, de cocktails Molotov et billes d'acier de l'autre! Inutile de dire que le souvenir de cette manifestation anti-fasciste hantait la mémoire des organisateurs, dont certains se trouvaient alors du côté des "agitateurs gauchistes".

L'attitude envers les autonomes, et les moyens de les "neutraliser", furent donc au centre des débats pour l'organisation de la manif.

Quant au thème général de la manifestation, il ne pouvait pas sortir des ornements de l'idéologie démocratique bourgeoise et de la fausse alternative entre fascisme et démocratie! Sur ce thème-là, il ne fut certainement pas difficile de faire l'unanimité des organisations turques et kurdes, qui toutes font du passage à la démocratie, sinon le but ultime, du moins une prétendue étape vers un aussi prétendu "socialisme" aux couleurs nationales.

Sur les 10000 manifestants, l'immense majorité était d'origine turque ou kurde; la gauche, malgré l'appui de toutes les organisations syndicales et démocratiques (Droits de l'Homme, Centre social protestant...), n'a pu rassembler que de maigres troupes, complètement égarées dans le cortège. Mais par contre les organisateurs n'avaient pas lésiné sur le service d'ordre, toujours soucieux d'éviter les débordements d'" incontrôlables". Service d'ordre de la police et de la manifestation n'avaient donc qu'une seule et même hantise: canaliser la manifestation dans le respect de l'ordre démocratique! L'appel du comité d'organisation avait en effet bien précisé que "Cette manifestation aura un caractère pacifique; elle est autorisée", mais curieusement il avait omis d'indiquer - comme le veut pourtant l'habitude - la destination finale de la manifestation. Et pour cause, en 1973, la manifestation s'était arrêtée devant le grand escalier de l'accès principal, et c'est là qu'eurent lieu les affrontements avec les flics.

Cette année, la manifestation ne devait pas s'arrêter au même endroit, mais passer à côté, emprunter une rue latérale où ne donnent que des entrées secondaires et de service, pour se terminer à bonne distance des bâtiments du Comptoir. Mais les socialistes et leurs satellites, n'ont pu éviter ni de passer devant ces accès secondaires (bien gardés par la police), ni que les autonomes s'infiltrant au milieu du cortège (en pouvant ainsi bloquer la moitié du cortège dans les rues étroites).

L'autonomisme, mélange à géométrie variable d'anarchisme et d'anti-impérialisme, n'offre certes pas de perspective de lutte prolétarienne organisée et unificatrice pour la classe ouvrière. C'est de ce point de vue une chape de plomb pour le développement de la lutte de classe, mais certainement pas plus lourde que celle du réformisme, et en tout cas au moins ne pesant pas du poids de l'ordre constitutionnel de l'Etat. Mais l'attitude vis-à-vis de l'autonomisme et de l'appareil policier et judiciaire bourgeois, est significatif du camp de classe que l'on choisit. La manifestation anti-Turquie, en plus de ses objectifs démocratiques et bourgeois, a démontré que socialistes, popistes (du POP, équivalent du PCF), ex-gauchistes recyclés dans les "Droits de l'Homme", "trotskistes" de la IVème, etc, ont choisi le camp de la légalisme envers l'Etat, donc le camp de l'ordre bourgeois.

En effet, lorsque le groupe des autonomes s'attaqua aux grilles des entrées secondaires, la réaction de toute cette clique de bon démocrates fut de tenter d'isoler dans la rue les autonomes, alors noyés dans le milieu du cortège, pour les livrer en pâture aux flics cachés dans les bâtiments du Comptoir et en attente dans les rues voisines. Leur tentative fut donc de faire dépasser le groupe des autonomes par la moitié arrière du cortège, afin de regrouper toute la manifestation 500 mètres plus loin où avaient lieu les discours léni-fiant de clôture. Mais cette tentative de faire avancer le cortège bloqué par l'effervescence des autonomes échoua, malgré toutes les gesticulations du service d'ordre de la manifestation, bien fourni par la militance de l'ex-extrême-gauche. Les manifestants de l'arrière du cortège ne répondirent pas aux appels du service d'ordre zélé de la manifestation, empêchant ainsi la manoeuvre honteuse. Les flics pour une fois ne pourront pas se plaindre du manque de collaboration des organisateurs de la manifestation!

L'intervention des groupes anti-émeutes avec les gaz et jets d'eau, a donc dû combler d'aise les démocrates antifascistes. La présence des socialistes à l'Hôtel de ville (la mairie) a, avouons-le, apporté quelques changements substantiels dans la "tactique du gendarme". Pas moins efficace certes, mais plus discrète avant l'intervention: le transport des troupes anti-émeutes était assuré par les mini-bus des transports publics! Madame la Syndique doit sûrement appeler cela de la "gestion municipale intégrée".

LAUSANNE

Grâce à cette manifestation, toute la gauche parlementaire et ses courtisans de tout horizon, ont pu marquer leur allégeance vis-à-vis de l'Etat et leur volonté de contribuer pratiquement au maintien de l'ordre.

La tentative de livrer aux flics les autonomes est significative du poids contre-révolutionnaire que représente le réformisme et sa suite gauchisante. La lutte de classe - contrairement d'ailleurs à ce que croient les groupes de type conseilliste - ne se déroule pas selon un schéma idéal, asseptisé, où les luttes se déclenchent et s'articulent toujours sur les bons objectifs, toujours avec les bonnes méthodes, avec des prolétaires toujours parfaitement conscients de la portée de leur lutte et des erreurs à ne pas commettre. Il faut donc bien admettre que la révolte des prolétaires, et parmi eux des jeunes, ne s'exprime pas par miracle sur la seule ligne du communisme, mais emprunte des voies étrangères à la révolution prolétarienne et internationaliste. Il y a bien un combat politique ferme à mener contre toutes les formes politiques qui refusent d'admettre la nécessité de centraliser l'action du prolétariat dans sa lutte politique et immédia-

te et qui prêchent l'exemple révolutionnaire individuel pour faire avancer la lutte du prolétariat. Mais à ce combat, les communistes n'associent pas ... les flics!!!

La lutte de classe ne se cimente effectivement qu'au travers d'un long cheminement d'expériences diverses qu'il s'agit pour les communistes de faire tendre vers un but unique, la prise du pouvoir. La lutte de classe n'est pas une lutte pacifique; à tous les stades de son développement elle révèle la violence des rapports antagoniques entre classes. Sous peine de se faire écraser par la violence bourgeoise, démocratique ou fasciste, et avant même d'être lui-même à l'initiative de l'action révolutionnaire violente, la lutte du prolétariat ne peut être que violente. De l'affrontement contre les flics venus déloger un piquet de grève à l'affrontement armé contre l'Etat bourgeois lui-même, la lutte de classe affiche en permanence son caractère violent.

La violence est évidemment rejetée sous toutes ses formes - et surtout prolétariennes - par le réformisme (dans lequel nous englobons tous les ex-gauchistes reconvertis dans le plus plat démocratisation). Sa réaction aujourd'hui contre les jets de pierre des autonomes préfigure son action face à la lutte de classe lorsque celle-ci sera sortie de sa léthargie.

Son opposition à la violence ne concerne que la seule violence qui ne soit pas le fait de l'Etat et principalement venant du prolétariat. Le réformisme est partisan de la violence de l'Etat et, masqué par les discours de ses idéologues pacifistes, il ne se prive pas de l'utiliser et d'en défendre la nécessité au nom toujours de la démocratie.

L'histoire nous a démontré plus qu'il ne faut le rôle de chien de garde du réformisme vis-à-vis de l'Etat bourgeois; elle nous a montré comment le réformisme et les formes totalitaires du pouvoir bourgeois ont été alternantes et complémentaires dans l'écrasement du mouvement ouvrier.

Si le Vénézuéla avait été l'hôte d'honneur du Comptoir, pas un seul de ces vertueux démocrates ne serait venu manifester contre la répression exercée par le social-démocrate C.A. Perez lors des émeutes de la faim il y a deux ans, qui envoya flics et armée tirer contre les manifestants, laissant 1000 cadavres dans les rues.

Face à un tel comportement des réformistes, on ne peut que mieux comprendre le cynisme de leur campagne "contre l'Etat fouineur" (sic), à propos de la "découverte" des 900000 fiches de la police fédérale sur les citoyens suisses et organisations "louches", fiches alimentées par tout un réseau comprenant tant les polices cantonales, que les

organismes d'Etat, tel les PTT qui officient (et officient toujours) à la surveillance du courrier et des téléphones, que les agences spécialisées privées (telle celle de Cincera), que les groupes patronaux, etc!

Que demande donc le réformisme contre ce flicage institutionnel? Mais des garanties bien sûr, un meilleur fonctionnement des Renseignements Généraux helvétiques, un contrôle du sérieux des informations, un cadre constitutionnel mieux défini, et les inévitables ombudsman et commission d'enquête parlementaire! Ce n'est pas le renseignement qui est remis en cause, mais les éternelles "bavures", le côté anarchique, inefficace et anachronique des méthodes de gestion des fichiers. A quoi bon alourdir un tel fichier des errements de jeunesse de nos plus dignes représentants parlementaires, "moins mais mieux", tel est le fond de la pensée des promoteurs de la campagne "contre l'Etat fouineur"!

Des grands comme des petits faits de l'histoire, les prolétaires doivent tirer la leçon qu'ils ne peuvent compter que sur leur propre force de classe pour défendre leurs intérêts de classe, et qu'ils doivent combattre toutes ces illusions sur la démocratie qui cache en fait l'exploitation et la matraque du gendarme.

PARTI ET REVOLUTION DANS LA DOCTRINE MARXISTE

Il y a 70 ans étaient fondés les partis communistes français et italiens (décembre 1920 à Tours pour le PCF, janvier 1921 à Livourne pour le PCI). Mais la coïncidence des dates ne doit pas masquer la différence essentielle dans ces deux événements; en France, c'est l'écrasante majorité de la vieille S.F.I.O., parti justement considéré comme l'un des plus pourris de la deuxième Internationale, qui forme le nouveau parti, sans qu'aucune lutte politique ait pu être menée contre toutes les traditions et méthodes réformistes qui avaient caractérisé le parti socialiste. Cet héritage désastreux allait vicier dès l'origine le PCF, l'empêchant d'être un véritable parti communiste. Au contraire, la fondation du P.C.I. à Livourne était le résultat d'une ardente bataille politique par ce qui avait tant fait défaut en France, une authentique tendance marxiste. En conséquence, la scission à Livourne fut minoritaire - trop à gauche, se lamentèrent tous les éléments douteux dans l'Internationale Communiste - mais le parti se constitua sur des bases incomparablement plus solides et plus homogènes.

Nous reviendrons dans notre presse sur les leçons de Tours et de Livourne; nous donnons ci-dessous la partie introductive du rapport de la Fraction Communiste au congrès de Livourne dans laquelle la tendance marxiste rappelle les fondements doctrinaux de son action pour fonder le Parti Communiste.

(Le rapport complet a été publié en italien dans la brochure "Avanti, verso la Rivoluzione Comunista Mondiale", Il Programma comunista 1981, disponible à notre adresse).

Il n'est certainement pas nécessaire de faire ici un exposé complet des doctrines marxistes qui répèterait des choses bien connues; nous nous contenterons de rappeler quelques résultats saillants de la critique marxiste qui, remis en pleine lumière par les événements, constituent les points de départ du mouvement communiste contemporain.

Le résultat le plus important auquel nous conduit tout le système critique historique du marxisme est le dépassement et la démolition théorique de l'idéologie démocratique. Il démontre la fausseté de la thèse démocratique fondamentale selon laquelle en créant la liberté et l'égalité politique des citoyens dans le système représentatif électoral et parlementaire, la révolution bourgeoise aurait fourni toutes les conditions d'un développement pacifique sans limites de la société humaine vers une élévation continue du niveau de vie économique, moral et intellectuel, excluant pour l'avenir les crises révolutionnaires et les guerres civiles.

Les premiers grands champions du marxisme déduisirent d'une critique économique et historique approfondie la constatation d'une lutte entre les classes qui divise aujourd'hui la société bourgeoise en raison de la nature même de ses rapports de production; cette lutte, partant de l'affrontement d'intérêts élémentaires, et des premières tentatives informées de révolte de la classe sacrifiée, tend à se transformer en un grand conflit pour le bouleversement révolutionnaire de tout le système des rapports de production. En même temps ils démontrèrent que l'appareil démocratique de l'Etat est celui qui correspond

au régime et à l'époque historique capitaliste, qu'il est né et qu'il ne peut servir que pour le développement et la défense des rapports économiques capitalistes, c'est-à-dire des intérêts de la classe bourgeoise dominante.

Un autre point étroitement lié à toute la théorie marxiste et à sa façon d'expliquer la formation de la conscience dans les individus comme dans la collectivité, l'action de la volonté humaine comme résultat des causes déterminantes qui sont les rapports économiques, consiste dans la négation que l'intérêt de classe du prolétariat qui se concrétise dans la nécessité de la destruction des institutions et du régime capitaliste, puisse s'exprimer et se réaliser par le mécanisme de la représentation démocratique bourgeoise qui fait justement partie de ses institutions.

En raison de ses conditions de vie, le prolétariat est plongé dans un état d'infériorité intellectuelle, culturelle et politique; mais ces mêmes conditions en font la classe appelée à faire avancer l'histoire. Cette contradiction apparente se résout de façon dialectique par l'impossibilité que le prolétariat puisse agir comme classe, c'est-à-dire avec un objectif historique et général, au moyen d'un mécanisme majoritaire; et elle assigne la fonction de représentant de la classe et de son but révolutionnaire à l'organisation d'une minorité d'avant-garde qui tire de la conscience plus nette des conditions de lutte que dans le reste de la masse, la volonté de diriger l'énergie de celle-ci vers l'objectif final du renversement des institutions capitalistes qui seul permettra à tout le prolétariat de trouver la solution aux maux dont il souffre. De là naît la nécessité du parti politique de classe, différent de tous les autres partis parce qu'anticonstitutionnel par définition, engendré non par le mécanisme du système électoral bourgeois, mais par les forces qui tendent précisément à dépasser et briser ce système.

A partir de ces résultats critiques la doctrine marxiste arrive non seulement à déduire les prévisions du développement du processus historique de la révolution prolétarienne, mais aussi à fixer les normes de l'action de la classe laborieuse avec son parti; elle donne ainsi les éléments et les solutions générales du vaste problème des rapports entre la théorie - qui examine critique, prévoit, les conséquences futures des situations et des conditions présentes et passées - et la tactique qui tire de ces analyses les normes de l'action de cette minorité qui, parce qu'elle connaît les conditions et les lois de la lutte, peut en vouloir et en préparer la victoire.

L'appareil d'Etat bourgeois défend et protège les rapports de l'économie capitaliste; le parti de classe est donc le parti qui recueille les forces prolétariennes dispersées en vains efforts de surmonter leurs conditions d'exploitation et d'oppression, les unifie et les oriente vers le renversement de l'Etat bourgeois, possible uniquement par l'action violente puisqu'il s'agit d'une organisation de forces armées. Pour assurer les fondements de l'oeuvre ultérieure, de longue haleine, de transformation de l'économie, il est indispensable de détruire tout l'échafaudage de l'Etat bourgeois, sa bureaucratie, son armée, sa police et d'y substituer l'organisation armée de l'Etat prolétarien. Mais en même temps que s'effondrent le pouvoir et la position

politique des classes, disparaissent aussi les institutions représentatives du pouvoir bourgeois, c'est-à-dire les parlements démocratiques, et surgissent de nouvelles institutions représentatives propres à l'Etat prolétarien.

Le grand schéma programmatique du marxisme, confirmé aujourd'hui dans les textes et plus encore dans les victoires du mouvement communiste international, peut se résumer ainsi: organisation du prolétariat en parti politique de classe - lutte pour le renversement du pouvoir politique bourgeois - organisation du prolétariat en classe dominante, traduite par l'expression titanique de dictature du prolétariat - intervention du pouvoir prolétarien dans les rapports de production pour réaliser la socialisation des moyens et des fonctions économiques, qui conduira à la disparition des classes et de tout appareil étatique de pouvoir.

En parlant dès ce moment de dictature du prolétariat, Marx veut établir une différence fondamentale: le pouvoir bourgeois est une dictature extrêmement solide, mais il est protégé par une égalité apparente dans le droit des hommes de toutes les classes à la représentation politique - la bourgeoisie ne peut placer le prolétariat dans un état ouvert et constitutionnel d'infériorité parce qu'elle ne peut vivre sans lui; tandis que le pouvoir de la classe ouvrière devra être ouvertement une dictature, c'est-à-dire devra exclure les membres de la classe bourgeoise de toute ingérence dans les formations des institutions de l'Etat - et cela parce que le prolétariat tend à éliminer la bourgeoisie et avec elle l'existence même des classes et des dictatures des classes.

Tout au long de cette voie dramatique le parti révolutionnaire est indispensable pour la classe prolétarienne. Seule une rudimentaire interprétation des thèses marxistes, soutenue parfois par l'extrême droite, parfois par "l'extrême gauche", peut reconnaître ou exalter la classe dans des organismes qui en comprennent constitutionnellement la totalité ou la grande majorité - avant la révolution dans les syndicats ou les conseils d'usine, après la révolution dans les conseils ouvriers - et non dans le parti qui n'en comprend qu'une minorité. La force du marxisme est au contraire de montrer que la majorité de la classe prolétarienne ne pourra arriver à la conscience, ni exprimer la volonté des tâches historiques de la classe tant que ses conditions matérielles d'infériorité de teneur de vie ne seront pas éliminées, c'est-à-dire tant que le communisme ne commencera pas à être une réalité. Jusqu'à ce moment, non seulement la classe sera représentée uniquement dans le parti, mais le prolétariat apparaîtra et agira en tant que classe dans la mesure seulement où il pourra donner corps en son sein à ce parti, capable de critique et de conscience historique, et pour cette raison capable de volonté et d'action.

Dans sa marche historique le Parti Communiste trouvera autour de lui des couches toujours plus larges de la classe, entraînées, encadrées, orientées dans son action révolutionnaire.

Il ne pourra regrouper et utiliser ces forces à coup sûr que s'il sait maintenir ses caractères spécifiques qui le différencient de toute autre organisme ouvrier: conscience critique et théorique, décision

dans l'action - caractères qui nécessitent de ses membres l'homogénéité de vues et de volonté, qui n'existe ni ne prétend exister dans aucune autre organisation prolétarienne.

Même les rapports entre le parti et les organismes ouvriers immédiats les plus larges, entre la lutte du parti pour un programme "maximum" et les actions des groupes ouvriers pour de petites réalisations limitées et contingentes, sont clairement précisés dans la doctrine de Marx. Le parti ne réfute ni ne se détourne de ces mouvements; mais sans en faire une fin en soi, il les considère comme des occasions pour élargir le champ de la lutte et pour amener toujours plus d'ouvriers à constater qu'il faut viser des objectifs plus vastes et se donner un organe plus puissant pour la lutte contre le fondement même de l'exploitation capitaliste.

Et c'est là qu'est le problème de la tactique communiste: comment regrouper les couches les plus larges des masses, comment les amener sur le terrain de l'action révolutionnaire, en les préparant matériellement et moralement, tout en conservant au parti le trait qualitatif qui garantit le succès de cette préparation; c'est-à-dire en évitant l'illusion de croire pouvoir regrouper plus vite les masses par l'élargissement des bases du parti révolutionnaire d'un point de vue quantitatif, alors qu'on atténue le caractère et le contenu du parti et de son oeuvre qui perdent leur caractère général et maximal pour pouvoir être compatibles avec les manifestations fragmentaires d'intérêts limités, et qu'on finit par privilégier la recherche d'objectifs immédiats et contingents aux dépens du résultat révolutionnaire suprême.

Marx et Engels écrivirent tout ceci; mieux ils le gravèrent à jamais dans le marbre, en 1847, dans le Manifeste des Communistes.

il comunista

organo del partito comunista internazionale

Conservatori e reazionari di ogni specie, unitevi!
La democratizzazione ad Est, premessa per nuove spartizioni imperialistiche

No 20 - Mai/Juin 1990
AU SOMMAIRE

- Conservatori e reazionari di ogni specie, unitevi!
- La democratizzazione ad Est, premessa per nuove spartizioni imperialistiche
- Europa dell'Est: dopo la sbornia la bocca impastata
- Miseria dello stalinismo andato a male
- Argentina: lotte operaie contro demagogia borghese
- Cours de l'imperialisme mondial
- Lotte operaie nel mondo
- La tactica comunista e il problema dei paesi alla periferia e dei centri imperialistici maggiori del mondo
- Venezuela
- Matrimonio in vista fra "Programma comunista" e la "Sezione di Schio"?

NOUVELLES DES LUTTES OUVRIERES DANS LE MONDE

YOUgoslavIE

A la fin août une explosion dans la mine de Kreka a provoqué la mort de 178 mineurs, ce qui est la catastrophe minière la plus grave de l'histoire du pays. Il faut savoir que les mineurs venaient de mener une grève de près de 15 jours pour des augmentations de salaire et pour une amélioration des conditions de travail: les salaires sont de 2 à 3000 dinars, soit de 1000 à 1500 FF. La direction avait promis de donner satisfaction en partie au moins sur les salaires, mais à condition que le travail reprenne au plus tôt. Il paraît évident que les conditions de sécurité sont le moindre des soucis des patrons, qu'ils soient privés, d'Etat, ou autogestionnaires. Lorsque le chef de l'Etat a été pris à partie par les mineurs, il a feint de "s'étonner" de leurs bas salaires pour un travail si dangereux... La classe ouvrière saura bien un jour faire payer aux canailles bourgeoises tous leurs crimes même camouflés en "catastrophes naturelles" ou "fatalité".

ROUMANIE

Une vague de grèves a touché la ville de Brasov à partir du 20 août et a culminé dans la grève des ouvriers de la grande entreprise "Tractorul" (près de 20 000 travailleurs y sont employés). En juin le Parlement avait voté une "trêve sociale" de 6 mois pendant laquelle il ne devait pas y avoir de grèves: la grève de Tractorul a donc été déclarée "illégal". Pour calmer les travailleurs le gouvernement a fait des promesses pour améliorer le ravitaillement de la population. De son côté le nouveau syndicat indépendant "Infratirea" qui a mené l'action a pris prétexte de provocations antisémites pour annuler la manifestation ouvrière. Si l'on en croit les maigres informations distillées par la presse française, plus intéressée par les états d'âme de l'intelligentsia bourgeoise de Budapest, le mouvement de grève a cessé et Infratirea présente comme perspective aux travailleurs la libéralisation rapide de l'économie. Un mois plus tard les dockers ont paralysé pendant une semaine l'activité de Constanza, le premier port roumain; les dockers exigeaient le départ des dirigeants du port, accusés de continuer comme avant à se comporter comme une véritable mafia. Les dockers ont obtenu satisfaction, mais ont du s'engager à "mettre les bouchées doubles" pour rattraper le retard accumulé par la grève. De plus la privatisation des activités portuaires obligera inévitablement les dockers et les autres travailleurs à de nouvelles luttes.

U.R.S.S.

En plus des grèves d'avertissement des mineurs en juillet d'autres mouvements de grève ont été signalés au cours de l'été qui vient de s'écouler: à Kiev (Ukraine) une grève des conducteurs (en fait majoritairement des conductrices) de tram et trolley-bus pour des augmentations de salaire et des améliorations de conditions de travail, de logement, la retraite au bout de 20 ans de travail pour les femmes... Cette grève faisait suite à une première grève d'avertissement début juillet. D'autres grèves ont eu lieu à Oulyanovsk et Kouibychev, deux importantes villes industrielles de Russie. A Kouibychev les grèves auraient été déclenchées par la rupture d'approvisionnement en cigarettes, qui s'ajoutaient aux difficultés croissantes de la vie quotidienne en URSS. A Tchélyabinsk (Sibérie) les difficultés d'approvisionnement ont provoqué de violentes manifestations: jet de cocktails molotov tentative de s'attaquer aux locaux du parti, affrontements avec la police.

ARGENTINE

L'offensive anti-ouvrière du gouvernement Menem se poursuit sans trêve, que ce soit par l'inflation galopante qui ronge les salaires ou par le programme des privatisations qui implique des réductions drastiques du nombre d'emplois et une pression accrue sur les salaires pour rentabiliser ces entreprises. Les grèves les plus saillantes ont été celle des conducteurs de bus dans le grand Buenos Aires, où le gouvernement a réussi à tourner les usagers contre les grévistes (certains chauffeurs ont été rossés par les usagers et l'un d'eux tué), et la grève des employés du téléphone. Ceux-ci se sont mis en grève le premier septembre pour une augmentation de 35% des salaires. La grève était soutenue par les organisations péronistes opposées au programme de privatisations du gouvernement. Mais devant l'obstination gouvernementale, les péronistes se trouvaient face à l'alternative, soit de durcir le conflit en essayant de l'étendre à d'autres secteurs pour aller vers une confrontation majeure des travailleurs contre le gouvernement, soit de

trahir la lutte. Leur choix a été vite fait. Au bout de 15 jours de grève ils ont convoqué les grévistes à une grande assemblée pour décider de la suite du mouvement. Leurs interventions au micro devaient convaincre les grévistes de suspendre le mouvement, mais lors du vote à mains levées, il apparût évident à tous que la majorité voulait continuer la grève. Cela n'a pas empêché les dirigeants à la tribune de déclarer que le vote donnait le résultat inverse et que donc la grève était arrêtée! La colère de la plupart des travailleurs ne pût rien y faire et l'assemblée se termina dans la confusion la plus totale: la grève était cassée. Tant que la classe ouvrière n'arrivera pas à rompre avec les péronistes de gauche et leurs amis pour constituer une organisation indépendante de classe, ses luttes seront toujours trahies par les prétendus "amis des travailleurs".

BRESIL

Le "plan Collor" d'austérité suscite de nombreuses grèves dans le pays. Dès le mois de juin, lorsque les premières mesures de réduction d'emploi ont été connues des luttes ont éclaté: grève illimitée à la Petrobras (raffineries de pétrole) contre 13000 licenciements prévus, dans la métallurgie à Sao Paulo et d'autres secteurs. A la Ford de Rio de Janeiro, au bout de plus de 40 jours de grève, les travailleurs ont saccagé les bureaux directoriaux et brûlé des voitures. Le pays comptait à ce moment-là plus d'un million de grévistes dans différents secteurs.

PEROU

L'élection de Fujimori, le candidat qui s'opposait au programme d'austérité prôné par son adversaire Vargas De Llosa, et pour qui les partis de gauche avaient appelé à voter, avait été perçue favorablement par les couches laborieuses et déshéritées de la population. Mais il n'a pas fallu longtemps pour constater que le nouveau gouvernement, en dépit des promesses électorales, mettait en oeuvre le même programme d'austérité. Le "Fujichoc" a entraîné la mise au chômage d'environ 300 000 travailleurs, chiffre qui, selon le ministre du travail lui-même, pourrait atteindre les 500 000 avant la fin de l'année. Après des hausses records de certains tarifs (1000% de hausse pour l'électricité et l'eau) l'inflation est retombée de 400% pour le mois d'août (soit une inflation sur un an de 20 000%) à 15% pour le mois de septembre. Le prolétariat fait les frais de ce "succès"; le salaire minimum, que ne touche que 10% de la population active est de 40\$, ce qui correspond à seulement le cinquième du budget officiellement considéré comme minimal pour une famille... Des grèves ont lieu comme celles des mineurs de la "Minero Peru" qui sont entrés en action après que la direction ait décidé de revenir sur un accord "trop généreux" conclu sous l'ancien gouvernement. Une manifestation des protestations des mineurs à la raffinerie de cuivre d'Ilo a été violemment réprimée le 20 septembre par la police qui a ouvert le feu, faisant 5 blessés parmi les grévistes. La grève durait alors depuis le 17 août.

CANADA

L'Armée et la police contre les indiens Mohawks pour résoudre la crise du golfe La lutte des indiens Mohawks contre la construction (par un promoteur français) d'un golfe sur le territoire de leur réserve à Montréal a fait la une de l'actualité au début de l'été, sans doute en raison de son côté pittoresque. Face à la désinformation des radios et des télévisions, il est bon de rétablir quelques vérités. D'abord que le mouvement nationaliste québécois, bourgeois et petit-bourgeois de nature, qui venait par d'imposantes manifestations de montrer sa force, non seulement n'a montré aucune sympathie envers les revendications des populations indiennes du Québec, mais les a reçus avec une hostilité non déguisée. Alors qu'ils se présentent comme des victimes des anglophones, les nationalistes québécois ont démontré qu'ils n'étaient pas gênés d'opprimer les indiens. Doctrine bourgeoise, le nationalisme ne peut ressentir que de l'hostilité envers un nationalisme qui revendique une partie de "son" territoire. La police de Montréal a même eu à arrêter de bons petits-bourgeois qui, enragés par les prétentions des indiens, voulaient les attaquer. Il faut ensuite savoir que les Mohawks de Montréal sont en grande partie des prolétaires, qui travaillent dans le bâtiment où ils sont habituellement employés dans la construction des gratte-ciels car ils sont peu sujets au vertige. La réserve de Kahnésake tient davantage de la cité-dortoir

que des réserves américaines où les indiens, abrutis par l'alcoolisme vivent une vie misérable grâce à de maigres pensions versées par l'Etat et à la vente de bimboloterie aux touristes. Si les mohawks ont pu miner un pont c'est bien grâce à leur expérience apprise dans le bâtiment, s'ils ont pu résister avec autant d'énergie aux forces de l'armée et de la police, c'est sans doute au moins autant grâce à la force puisée dans la vie quotidienne de la classe ouvrière que grâce à leurs traditions culturelles. Nous ne voulons pas nier évidemment ces traditions culturelles, ni les revendications indigénistes avancées, mais il serait absolument faux de prendre la lutte des Mohawks contre la scandaleuse spéculation immobilière, contre le racisme ambiant, pour une revendication d'un retour à un mode de vie traditionnel, aujourd'hui disparu à jamais. Le salut des travailleurs Mohawks réside dans le retour de la classe ouvrière du Canada, toutes ethnies ou nationalités confondues, à la lutte révolutionnaire, et pas dans le rêve impossible d'un retour à un passé révolu, ni dans l'apparition d'une bourgeoisie mohawk sur la base de cessions par les chefs de terrains des réserves.

Signalons aussi le début en août d'une grande grève de 16000 travailleurs de la métallurgie dans les Etats de l'Ontario, du Québec et de l'Alberta. Le Canada est touché par la récession économique pratiquement depuis qu'a été

signé l'accord de libre-échange avec les USA. De nombreuses entreprises ont fermé, d'autres ont émigré de l'autre côté de la frontière.

AFRIQUE

Au Nigeria des émeutes ont éclaté à Lagos à la mi-juillet après que le gouvernement ait décidé de raser un quartier de bidonvilles (Maroko) où vivent pas moins de 250 000 personnes. Les habitants avaient organisé une marche de protestation et de refus des vagues promesses de relogement. Le gouvernement prétend bien sûr qu'il agit pour des raisons de salubrité et donc pour le bien des habitants. Mais ceux-ci n'ignorent pas que leur quartier est contigu à un quartier résidentiel en plein développement et que les promoteurs immobiliers rêvent de s'en emparer.

Au Congo, de l'autre côté du fleuve zaïre, les travailleurs des compagnies pétrolières Elf et Agip se sont mis en grève pour une hausse de 50% de leur salaire au mois de septembre. Après que l'accord conclu avec les sociétés n'ait pas été accepté par le gouvernement, la grève a repris le premier octobre. Finalement les travailleurs ont obtenu une augmentation de 29% plus une prime de vie chère. De leur côté les travailleurs de l'A.T.C., société qui assure le transport ferroviaire et fluvial du pays, ont obtenu au bout de 8 jours de grève début octobre des augmentations de salaire allant jusqu'à 30%.

SEULES LA LUTTE ET L'UNITE DE CLASSE FERONT RECULER LE TRAVAIL DE NUIT

Depuis les premiers chocs de la crise mondiale, les capitalistes ont sérieusement remis en question les conditions d'exploitation de la force de travail des prolétaires. Aux temps "merveilleux" où tout semblait permis, la crise capitaliste a fait succéder une nouvelle période d'incertitude et de concurrence accrue. Dans leur lutte acharnée pour accaparer les meilleurs morceaux du marché, les capitalistes se battent à coups de compression des prix (lorsqu'ils ne bénéficient pas de l'inflation pour sauver leurs profits). Cette compression des prix implique en amont la réduction des coûts de production, donc des investissements en capital fixe toujours plus importants. Les machines deviennent donc toujours plus performantes, effectuent les opérations dans un temps toujours plus bref et se substituent à toujours plus d'opérations autrefois manuelles.

Mais une telle armada de machines hypersophistiquées est mise en place pour des produits dont la durée de vie sur les marchés est de plus en plus courte. L'amortissement de ce capital ne peut se concevoir, pour le capital, que sur une période extrêmement courte, sous peine d'être rapidement rattrapé et dépassé par les concurrents. Cette nécessité d'abrèger les durées d'amortissement des machines (liée directement à la baisse tendancielle du taux de profit), s'est traduite sur le plan des conditions d'exploitation des prolétaires par l'allongement de la période journalière de travail.

Dans les secteurs où historiquement le travail s'effectuait sur un horaire diurne normal, les contraintes capitalistes ont petit à petit imposé l'introduction du travail par équipe en double, triple ou quadruple équipes selon le type d'activité, le secteur industriel. Le travail de nuit s'est donc largement étendu.

Sans revenir dans le détail sur les conséquences pour les prolétaires de l'extension de la période de travail et du travail de nuit. Rappelons que cela signifie pour eux des fatigues irrécupérables à long terme et l'impossibilité de mener une vie familiale et sociale normales.

Les femmes sont évidemment la proie la plus prisée des patrons, puisqu'elles sont moins payées que les hommes, et que leur travail nocturne est d'autant plus rentable que, même avec les primes de nuit, elles ne "reviennent pas plus chères" qu'un homme en production de jour.

Les patrons n'ont en réalité pas attendu que les lois changent pour lancer leur offensive pour l'extension du travail de nuit, ils ont la compréhension de tous les gouvernements (socialistes en premier), et les syndicats, moyennant quelques carottes ou projets sur la participation, ont toujours été consentant, malgré les mouvements d'humeur destinés à faire illusion sur les travailleurs.

Lorsqu'en juillet 1990, l'OIT (Organisation Internationale du Travail, où siègent représentants des gouvernements, des patrons et des syndicats) a voté à l'unanimité la nouvelle convention sur le travail de nuit, elle ne faisait que ratifier un état de fait. Si ce nou-

veau texte, qui est plus libéral que l'ancien pour les patrons, permet à ces derniers d'exploiter les travailleurs de nuit (et en particulier les femmes) à des conditions plus favorables, et permet aux Etats nationaux signataires de se blanchir juridiquement (c'est-à-dire démocratiquement!), il n'est pas la cause ni l'aggravation en soi de l'extension du travail de nuit.

C'est pourtant ce que pourrait croire celui qui suit la campagne entreprise par le MPPT et toutes ses officines de même origine, telle l'Alliance Européenne des Travailleurs ou le Comité Européen de Correspondance contre la généralisation du travail de nuit, sur la question de la modification de la convention de l'OIT.

Il est clair que cette convention est un des signes révélateurs des nouvelles conditions de l'exploitation du prolétariat. Mais songer un seul instant à axer la mobilisation des prolétaires - déjà si difficile dans leurs propres usines - sur ce bout de chiffon qui n'a pas de lien concrètement visible avec leurs conditions quotidiennes de vie, dénote une vision bien particulière des besoins réels de la lutte de classe.

Lorsque les prolétaires doivent réagir à une aggravation de leurs conditions de travail, ils prennent pour cible, celui qui apparaît comme le responsable direct, leur patron. Vouloir les mobiliser, en faisant beaucoup d'esbroufes en plus, autour d'un texte voté par une bande de rond-de-cuir d'un organisme aussi mystérieux que l'OIT, c'est totalement se tromper de cible. Le MPPT ne mobilisera jamais que ses propres troupes élargies des quelques solitaires ratissés au PS ou au PCF! Mais le MPPT, l'AET et Cie nous ont habitués à ne concevoir la lutte qu'au travers de jeux de manoeuvres politicardes entre appareils politiques ou syndicaux, plutôt sociaux-démocrates de préférence.

Laissons donc le MPPT et Cie à leurs grandes manoeuvres, ils ne font croire qu'à eux-mêmes qu'ils sont l'avant-garde de la lutte des travailleurs contre l'aggravation des conditions de travail. Les maladies politiques du MPPT sont connues: délégationnisme, résolutionnisme et pétitionnisme.

La lutte contre l'extension du travail de nuit, est un des thèmes importants de la défense quotidienne des travailleurs. Mais comme toute autre lutte, elle ne peut être efficace si elle s'illusionne sur la portée des protestations signées par de petits notables, des délégations de toutes sortes auprès de toutes sortes d'autorités. La lutte doit s'organiser sur le terrain même de l'action directe, autour d'organisation des travailleurs indépendantes de la bonze-rie syndicale (et non pas en l'appelant au secours sous prétexte qu'elle "représente" des milliers de travailleurs) et en utilisant l'arme de classe qu'est la grève sans préavis ni limitation préalable de durée. C'est l'union de toutes les luttes partielles qui fournira aux prolétaires la force de porter leur lutte plus loin encore, pas la quantité de signatures!